ARTICLES DU JOUR .COM

"Le site internet où le lecteur devient plus intelligent"

MARDI 9 JANVIER 2018

""

= ### Dis, c'est quand la crise du pétrole ? Depuis le temps … ### p.1
= ### Peut-on annuler la dette ? ### p.4
= ### Spécial "pétrole" de février 2012 ### p.5

*****

= Un livre révèle "la plus fantastique opération de greenwashing de l'histoire" p.14
= L'oxygène disparaît progressivement des océans (National Geographic) p.16
= 2017 : l'année où le climat est devenu incontrôlable p.19
= Réduire la technosphère : Note de lecture p.24
= Le mythe de la démocratie comme invention moderne (Nicolas Casaux) p.29
= LA GRANDE QUESTION... (Patrick Reymond) p.33
= Montant record des dégâts causés par les catastrophes naturelles aux États-Unis en 2017 p.35

SECTION ÉCONOMIE

= 233 trillions : nouveau record pour la dette mondiale (Bloomberg) p.38
= La crise, ses coûts, la relativisation (Bruno Bertez) p.38
= Le guide de survie des soixante-huitards (Bill Bonner) p.43
= GoPro : arrêt sur image (Simone Wapler) p.45
= Le FMI résolument optimiste sur la croissance mondiale (Richard Hiault) p.48
= Idée reçue : « la dette, c'est pas un problème ! » p.50
= La dernière idée folle de notre gouvernement ? ... (Charles Sannat) p.52
= Climat, croissance et égalité des genres au menu de la présidence canadienne du G7 (Richard Hiault) p.55
= LES BANQUES EUROPÉENNES, DEUXIÈME SAISON (François Leclerc) p.57

ARTICLE NON PUBLIÉ DE 2012:

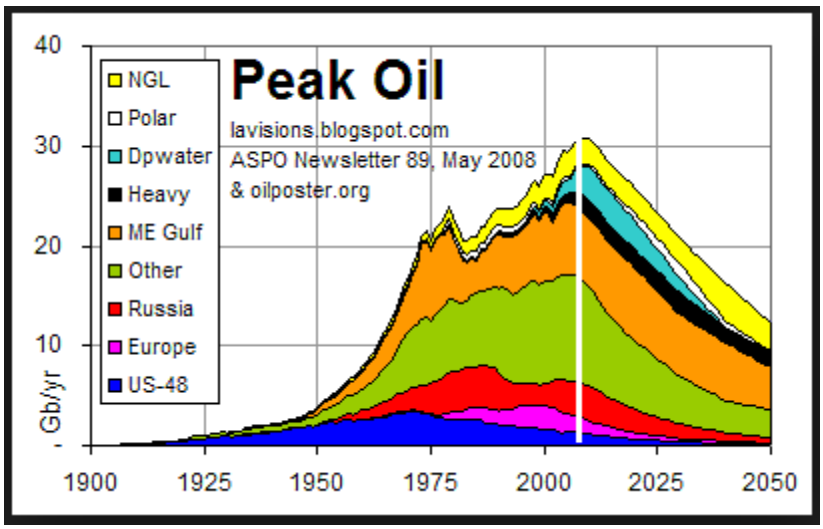
Dis, c'est quand la crise du pétrole ? Depuis le temps …

Philippe Aubert | 22 janvier 2012 dans Genèse de la crise pétrolière

Il est bien difficile de dire ce qui va se passer et surtout quand cela va se passer, concernant le pic pétrolier. Ce qu'on peut malgré tout faire c'est recouper les différents éléments à charge qui constituent un fort faisceau de présomptions. Et évoquer aussi les points mis en avant par les optimistes, généralement issus du secteur pétrolier.

Robert Hirsch, qui a été le premier expert mandaté officiellement par un gouvernement, les US en l'occurrence pour faire le point sur la notion de peak oil, avait déjà déclaré qu'il s'attendait à une baisse de la production entre 2009 et 2014.

Plus récemment Olivier Rech un ancien expert de l'Agence Internationale de l'Energie (AIE) interrogé par Mathieu Auzanneau/Oil Man envisage un déclin de la production à compter de 2015. Ce qui rejoint la date affichée par ASPO France depuis plusieurs années, et qui correspond à l'étude de Jean Laherrère des 20 000 puits en exploitation partout dans le monde.



L'armée Allemande, dans un rapport secret révélé par SpigielOnline en août 2010 voyait le pic pétrolier aux alentours de 2010.

Le premier gouvernement qui a publié un rapport officiel et transparent étant la Nouvelle-Zélande qui voyait les évènements arriver vers 2012.

C'est la même date qui avait été annoncée par Wikileaks dans l'affaire des câbles diplomatiques dévoilés et remontant à 2007.

Pour aujourd'hui, Ali Naimi le ministre saoudien du pétrole déclarait en octobre dernier qu'il n'y avait "aucune offre excédentaire sur les marchés mondiaux du pétrole" (VF google). La demande de brut devrait légèrement progresser selon l'AIE à 90,3 millions de barils/j en 2012 contre 89 en 2011.

Un déclin des principaux champs de pétrole de 5 % en moyenne

Mais il faut faire face à un déclin des principaux champs de 5 % par an depuis 2009. Toute la question étant de savoir pendant combien de temps les pétroles "artificiels" comme les biocarburants, les liquides issus de gaz naturel, ou les pétroles non conventionnels (Canada) pourront compenser cette baisse.

L'industrie pétrolière et l'AIE sont optimistes, mais les déclarations d'Olivier Rech tempère largement cet enthousiasme. Il n'empêche, on retrouve régulièrement dans la presse des propos plus ou moins tonitruants sur des lendemains sans soucis.

Les tours de passe-passe de la désinformation

Un article vu dans Mediapart est une **bonne illustration des différents arguments mis en avant par l'industrie pour tranquilliser les marchés**. Il faut dire aussi que les cours de bourse des sociétés étant calculés sur leurs réserves, ceci explique cela. De là à parler de désinformation, il n'y a qu'un pas que certains n'hésiteront pas à franchir.

Dans une première version de la publication de l'article il y avait une faute à peak oil

écrit “peek oil” (cela veut dire que la rédactrice du billet à encore à parfaire ses connaissances sur le sujet…). Une faute demeure quand même au deuxième paragraphe “pick oil” cela confirme…

Toujours dans ce même paragraphe, “le potentiel des gaz et huile de schiste dépendra de la viabilité des techniques utilisées et de l’acceptation par la population”.

Le 3° paragraphe rappelle la communication numérique, le grand tour de passe-passe de la désinformation !

De deux choses l’une, soit il y a désinformation, soit il y en a pas. Mais s’il y a désinformation, c’est qu’il y a matière, et une bonne raison de désinformer, c’est en particulier afin que les pétroliers trouvent des financements. Car c’est la somme faramineuse de 28 000 milliards de dollars pour le modèle énergétique mondial qui sera nécessaire (27 000 milliards en 2010 dont 10 000 milliards pour le seul pétrole) Et on a bien enfumé le monde entier lors du premier choc pétrolier, qui selon l’enquête d’Eric Laurent n’a été qu’une duperie planétaire orchestrée pour faire augmenter les cours.

De plus, 100 milliards de dollars par an sont nécessaires ne serait-ce que pour maintenir la production de l’OPEP au niveau actuel (VF google).

Au 4° paragraphe : de grandes régions restent inexplorées, qu’est-ce que cela veut dire en terme de production à court-terme ? D’autant que le roi Abdallah a décidé d’arrêter l’exploration des nouveaux champs.

Toujours dans le même paragraphe “La prise en compte du brut conventionnel accroît les réserves mondiales de plus de 1000 de Gbls (à plus de 3000 Gbs)…comprendre 1 000 milliards de barils, ce qui correspond à un peu plus de 30 ans de la consommation mondiale. Mais cela on le sait depuis très longtemps, ce n’est donc pas une surprise. Ce qui compte, comme dit Jean Laherrère, ce n’est pas le volume des champs, c’est la taille du robinet. Chaque baril étant issu d’une laborieuse transformation.

Dans la deuxième partie de ce paragraphe, la réalité de la situation est enfin évoquée “compte tenu de la déplétion” (c’est à dire le déclin Ndr) naturelle des champs déjà exploités (les 800 plus grands champs, ceux qui comptent vraiment dans la production), 40 millions de barils/j de production supplémentaire devront être trouvés d’ici 2020.

Sinon, Christophe de Margerie évoque quand même le problème dans sa vérité, pour qui la vraie question est celle de l’offre et de la demande. Et de savoir jusqu’à quand la production pourra la satisfaire.

Rien de tel qu’une bonne flambée des cours, agrémenté d’une forte volatilité de ceux-ci en préalable au peak oil, pour mettre le monde à genoux et faire s’effondrer la demande !

L’article de Mediapart se termine par “Le peak oil remisé aux oubliettes au Congrès Mondial du Pétrole”, à voir… la partie de poker menteur a déjà commencé !

Les autres points de vue sur la situation pétrolière

Un article vu dans aspo-usa qui indique que l'Arabie Saoudite qui dispose à la fois des plus grandes réserves et de la capacité théorique quasi-immédiate a augmenté sa production en fonction de la demande exporte en fait de moins en moins du fait d'une demande intérieure de pétrole croissante. La source principale des informations provient d'une société saoudienne Investissements Jadwa.

Toujours dans ASPO-USA repris par Energy Bulletin, Tom Whipple fait un point exhaustif de la situation.

Et enfin, le Centre for Global Energy Studies (CGES) donne trois scénarios de prix pour 2012, comme cela on est sûr de ne pas se tromper ! (VF google). Le CGES a été fondé en 1990 par Ahmed Zaki Yamani, un ancien ministre du pétrole Saoudien.

ARTICLE NON PUBLIÉ DE 2012:

Peut-on annuler la dette ?

Par Renaud Dozoul Publié le 26 janvier 2012

« Annulons la dette du vieux monde. »

Comment se fait-il que personne n'ait eu avant lui l'idée pourtant simple qu'Emmanuel Todd a jetée dans la marre lors d'un entretien accordé par le démographe/anthropologue/historien/politologue au *Point* ?

Mais oui enfin ! Nous mesurons chaque jour la profondeur de l'abîme dans laquelle nous plongent la dette publique et la gravité des menaces qui pèsent sur nos économies, sur notre épargne, sur notre monnaie ou sur notre travail. Si la dette est si dangereuse, annulons tout simplement la dette ! Et ce sera un bon pied de nez à tous les financiers cupides et autres agences de notations malintentionnées, qui sont responsables de nos malheurs, et manipulent nos hommes politiques et nos États comme des marionnettes !

On ne sait pas s'il faut en rire ou en pleurer.

Chaque ligne de l'entretien ubuesque du « prophète certifié » mériterait une correction sévère, mais le plus grave est sans doute l'idée selon laquelle on pourrait faire « disparaître » la dette. Il faut vraiment nager dans la pensée magique pour ne pas concevoir qu'à chaque euro de dette correspond un euro d'épargne.

En annulant un euro de dette, on détruit donc mécaniquement un euro d'épargne. L'euro du petit épargnant français bien sûr, ou l'euro du fonds de pension américain.

Le vrai problème que pose la dette est moral, et il est double :

Tout d'abord, il ne faut pas oublier que contracter une dette puis décider unilatéralement de s'en défausser s'apparente tout simplement à du vol. L'échelle et la complexité de l'organisation des créances ne change rien à la nature du vol. Les créanciers lésés seraient ainsi en droit de saisir des tribunaux pour sanctionner le non-respect du contrat

passé au moment de l'achat de la dette. La saisie de biens pure et simple étant difficilement envisageable, cela reviendrait en réalité à isoler le pays mauvais payeur de toutes les organisations internationales et à le marginaliser dans toutes les relations diplomatiques. Sur le plan plus pratique de l'émission d'obligations futures, les conséquences d'un défaut de paiement sont tout à fait prévisibles. Si vous prêtez mille euros à un ami et qu'il vous annonce au bout d'une semaine qu'il ne vous remboursera pas, il y a peu de chances que vous lui prêtiez à nouveau un centime. L'exemple de l'Argentine entre 1998 et 2002 offre une image tout à fait claire de ce qui attend un État qui n'honore pas ses dettes : L'impossibilité totale d'emprunter sur les marchés pendant des années.

Mais en amont de la gestion du défaut, se pose la question essentielle de la légitimité d'un État à endetter les contribuables, et plus encore les contribuables des générations futures !

La question ainsi posée, on peut légitimement se demander si l'on est tenu d'honorer des engagements pris par d'autres ! Le problème étant que les « autres » d'hier sont ceux qui veulent aujourd'hui se débarrasser des dettes accumulées sous le tapis en faisant peser la perte sur les contribuables et sur les épargnants.

Ces deux point moraux rendent la solution très difficile : Il est immoral de faire peser l'inconscience des dirigeants politiques sur les contribuables, et il est également immoral de faire table rase de la dette pour que les dirigeants de demain puissent repartir de plus belle.

La réponse est simple : On ne dépense pas l'argent des autres (et encore moins à crédit).

C'est donc seulement en limitant au maximum la taille et les prérogatives de l'État que nous pourrons espérer limiter les dégâts inhérents à son existence.

En attendant, on peut espérer que la fuite des créanciers impose un régime au pain sec à nos États, et que la démocratie pourra endiguer leur gourmandise fiscale.

ARTICLES NON PUBLIÉS DE 2012:

SPÉCIAL "PÉTROLE" DE FÉVRIER 2012

04/05/2011 'Pic pétrolier' : risque de guerres admis par l'AIE

Pour le chef économiste de l'Agence internationale de l'énergie (AIE), Fatih Birol, les difficultés à venir pour faire face à la croissance de la demande mondiale de pétrole recèlent un risque de guerres (risque déjà pointé par les prospectivistes de l'armée américaine et de l'armée allemande).

Depuis ma première rencontre avec Fatih Birol en 2005, j'ai vu cet économiste turc, ancien haut cadre du cartel de l'Opep, désormais chargé de conseiller les pays riches de

l'OCDE, lancer des mises en garde de plus en plus lourdes, et de plus en plus iconoclastes de la part d'un membre d'une organisation internationale aussi policée que l'AIE.

Voici la traduction d'extraits d'une interview du Dr Birol diffusée la semaine dernière par la radio nationale australienne ABC, à la veille de l'ouverture de la conférence internationale annuelle de l'ASPO, l'Association for the Study of Peak Oil, dont les membres fondateurs ont les premiers tenté d'alerter l'AIE au sujet du 'pic pétrolier', il y a treize ans déjà… :

Fatih Birol - D'un côté, nous pensons que la demande globale de pétrole va croître de façon substantielle, principalement tirée par le secteur du transport, les voitures, et aussi par la Chine en tant que pays. Aujourd'hui en Chine, il y a 30 voitures pour 1000 habitants, alors qu'aux Etats-Unis, c'est 700 voitures pour 1000 habitants. Les Chinois, avec l'augmentation de leurs revenus, vont acheter des voitures, ce qui est fondé.

D'un côté donc, vous avez cette pression sur la demande. Mais quand on regarde du côté de la production, là, les perspectives sont un peu sombres.

Nous pensons que la production pétrolière a déjà franchi son pic maximal en 2006, mais nous croyons que l'essence viendra désormais des liquides issus du gaz naturel (…), et aussi un peu des sables bitumineux. Mais de toute façon, il sera très difficile d'obtenir une augmentation de la production qui satisfasse la croissance de la demande, et la principale conséquence, (…) c'est que l'âge du pétrole bon marché est révolu. Nous devons nous préparer à des prix du pétrole plus élevés, que ce soit en tant que gouvernements, industriels ou simples automobilistes.

ABC – Pensez-vous que les gouvernements, y compris le mien, sont dans le déni par rapport à ça ?

Je pense que les gouvernements en général ne sont pas bien préparés aux difficultés auxquelles nous allons devoir faire face sur les marchés (…). (…)

Les rythmes de déclin des champs pétroliers existants sont très, très prononcés. (…) Depuis 5 à 6 ans, nous soulignons ceci : ***les champs existants déclinent si vite, que si l'on veut maintenir la production à son niveau actuel durant les 25 prochaines années, il nous faut trouver et développer quatre nouvelles Arabie Saoudite.*** C'est un énorme, énorme défi. En plus, cela veut dire que le monde va de plus en plus dépendre d'un nombre très restreint de pays du Moyen Orient. (…)

ABC – Dr Birol, êtes-vous personnellement inquiet ?

Je suis personnellement inquiet à cause de ce tableau général. Il y a plusieurs niveaux à mon inquiétude. Le premier, c'est que je vois le pétrole et la géopolitique s'enchevêtrer de plus en plus dans les prochaines années.

ABC – Vous voulez parler de guerre ?

Il peut y en avoir de toutes sortes, et je n'aime pas ça. Je voudrais voir l'industrie du pétrole rester un business, une partie de la structure économique, mais je crains qu'il y ait de plus en plus de croisements entre pétrole et géopolitique. C'est la première inquiétude.

La seconde inquiétude, c'est l'augmentation soudaine des prix du pétrole. Ce n'est pas une bonne nouvelle pour qui que ce soit. Personnellement, je n'ai jamais acheté de voiture, et je n'achèterai jamais de voiture — mais c'est pour des raisons particulières, parce que je me suis dit que si l'on veut émettre des recommandations en faveur d'un mode de vie soutenable, on doit commencer par faire soi-même ce que l'on pense être la vérité. Je ne serai pas affecté (à cause de la voiture), mais ma vie personnelle sera affectée par d'autres chemins, peut être à cause des conséquences sur la croissance économique et le mode de vie, entre autres. Oui, je suis personnellement inquiet de ces développements.

Le PDG de total bandit la menace du litre d'essence à 2 euros

En agitant la menace d'un litre de super à 2 euros, la filière du pétrole plaide pour qu'on la laisse investir plus dans la recherche d'énergies, notamment dans les pétrole et gaz de schiste, au moment où le gouvernement veut interdire ces hydrocarbures non-conventionnels.

Le PDG de Total, Christophe de Margerie, a mis le feu aux poudres mardi en jugeant inévitable que le litre de super crève le plafond sans précédent de 2 euros, dans une interview au Parisien.

"Cela ne fait aucun doute", a-t-il répondu à la question de savoir si un tel scénario était "inéluctable". "La vraie question, c'est quand? Il faut espérer que cela n'arrive pas trop vite, sinon les conséquences seront dramatiques", a-t-il affirmé.

Interrogé par l'AFP, le président de l'Union française des industries pétrolières, Jean-Louis Schilansky, reprend à son compte le terme "inéluctable", alors que le super sans plomb 95 a battu un nouveau record à 1,53 euro/litre en moyenne la semaine passée.

Pour autant, il relativise et ne voit pas le plafond des 2 euros/litre sauter "relativement

vite, sauf si les troubles géopolitiques continuent dans les pays pétroliers et se propagent, notamment aux Emirats Arabes Unis et au Koweït".

Pour le moment, il n'y aucune inquiétude à avoir car, en mars, la baisse de la production libyenne a été compensée par une hausse de l'offre chinoise ou brésilienne, a estimé mardi l'Agence internationale de l'énergie (AIE).

De plus la production des pays de l'Opep reste de son côté supérieure aux niveaux des années passées, grâce notamment à une hausse de la production en Arabie saoudite depuis le début de l'année, souligne l'AIE.

Pour le président de l'Ufip, trois conditions sont nécessaires pour éviter une "hausse trop brutale" du prix des carburants: "investir des sommes considérables pour trouver plus de pétrole, développer les énergies renouvelables et continuer les économies d'énergie dans tous les domaines".

"La France, qui importe 98% de son gaz et 99% de son pétrole, doit pouvoir développer les nouvelles technologies de recherche", plaide M. Schilansky pour qui, dans ce contexte, "se priver du pétrole et du gaz de schiste n'est pas très raisonnable".

Le patron de Total s'est insurgé dans Le Parisien contre la proposition de loi du président des députés UMP Christian Jacob visant à interdire l'exploration et l'exploitation en France des gaz de schiste.

"C'est vraiment mettre la charrue devant les boeufs!", a critiqué Christophe de Margerie. "On se moque du monde! Avant même qu'on ait eu le temps simplement de pouvoir évaluer ce qui existait, on a dû faire face à une campagne outrancière - et je pèse mes mots - contre cette ressource potentielle".

Le gouvernement a ouvert la voie mardi à l'examen en urgence le 10 mai de la proposition de M. Jacob.

L'Association des foreurs d'huile et gaz de schiste a aussitôt demandé, dans une lettre ouverte aux députés, que l'un de ses adhérents soit auditionné avant cet examen.

"Quelque 6.000 forages ont été effectués en France dont 3.800 se trouvent dans le Bassin de Paris soit environ 1.500 forages d'exploration, qui ont découvert quelques 55 champs de pétrole et un champ de gaz au cours des années 50", relèvent les foreurs.

Ils s'efforcent de minimiser les accusations de pollution des sous-sols avec les produits chimiques utilisés pour les forages de gaz de schiste, en affirmant que ces substances ne représentent que 0,5% du volume injecté pour l'extraction. AFP

Un rapport de la banque HSBC prévoit la fin du pétrole en 2050

Dans “49 ans”, il pourrait ne plus rester de pétrole exploitable sur Terre, “même si la demande n’augmente pas”, prévient la banque HSBC dans un rapport de prospective publié le 22 mars [pdf, 5 Mo].

“Nous sommes convaincus qu’il ne nous reste qu’une cinquantaine d’années de pétrole”, insiste, dans une interview accordée à CNBC, l’auteur principal de l’étude, Karen Ward, qui occupe la fonction de senior global economist au sein de la deuxième banque mondiale.
L’adaptation à la raréfaction du pétrole sera “longue”, “par conséquent, la pression sur les carburants fossiles pourrait être à la fois persistante et douloureuse, tant les prix du pétrole sont sensibles à tout déséquilibre mineur entre demande et offre d’énergie”, précisent les auteurs du rapport.

“Il existe une solution”, indique la banque londonienne, “mais il est improbable que de nouveaux gains d’efficacité [énergétique] et le déploiement de sources d’énergie faiblement carbonées se matérialisent sans une pression à la hausse encore plus forte sur les prix des carburants fossiles.”

“Les substituts, tels que les biocarburants et le pétrole de synthèse obtenu à partir de charbon, pourraient compenser une chute de la production de pétrole conventionnel, mais uniquement si les prix moyens du pétrole dépassent 150 dollars le baril”, affirme HSBC.

L’Europe, faute de disposer de sources d’énergie suffisantes, devrait être “la grande perdante”, selon le rapport.

La raréfaction du pétrole n’implique pas que “la menace du réchauffement climatique” va s’éloigner pour autant, mettent encore en garde les analystes de HSBC. “Les objectifs de croissance seront plus faciles à atteindre que les objectifs climatiques”, écrivent-ils.

HSBC rejoint la liste déjà longue de sources solides (la Lloyd’s, Chatham House, le Pentagone, le département de l’énergie américain, la Bundeswehr, Petrobras, le commissaire européen à l’énergie, le représentant de l’Iran auprès de l’Opep, le Houston Chronicle, le directeur scientifique de l’Agence internationale de l’énergie, etc.) qui tirent vigoureusement sur la sonnette d’alarme, afin de pointer un risque de pénuries graves sur le marché pétrolier dès la décennie présente.

Lorsque les analystes de HSBC avancent qu'il ne devrait plus y avoir de pétrole dans 49 ans, ils sous-entendent que les problèmes de pénurie devraient commencer bien avant 2060. En effet, les champs de pétrole ne s'épuisent pas du jour au lendemain : après un "pic" ou un "plateau ondulant" de production maximale, l'extraction des puits pétroliers amorce toujours une période de déclin plus ou moins rapide.

HSBC souligne de plus que le risque de pénurie existe "même si la demande n'augmente pas". Tirée par la croissance des économies émergentes, la demande mondiale de pétrole devrait augmenter de 1 % en 2011, d'après l'Agence internationale de l'énergie. Elle atteindra probablement cette année 89,4 millions de barils par jour (Mb/j), contre 87,9 Mb/j en 2010.

L'Agence internationale de l'énergie table sur une demande mondiale de 99 Mb/j en 2035, dans son scénario médian. Son scenario ''business as usual'', qui ne fait que regarder où mène la tendance actuelle, propose une demande de 107 Mb/j en 2035.

D'après le pdg du groupe pétrolier français Total, Christophe de Margerie, "il serait déjà très satisfaisant d'arriver à 95 Mb/j".

Le groupe Total et le groupe brésilien Petrobras sont les deux seules firmes pétrolières majeures qui tiennent un discours relativement pessimiste concernant l'imminence d'un pic de la production mondiale de pétrole.

IHS-CERA, un institut d'analyse privé étroitement lié à de grands industriels de l'énergie anglo-saxons, estime qu'il n'existe pas de limite immédiate au développement de la production mondiale de carburants liquides [pdf, 1.6 Mo]. D'après IHS-CERA, même si la production de pétrole conventionnel ne pourra plus guère augmenter, le développement massif des pétroles non-conventionnels permettra à l'offre totale de carburants liquides de continuer à croître jusqu'en 2035. Ensuite, la production mondiale restera sur un "plateau ondulant" jusqu'aux alentours de 2055, avant d'amorcer son déclin final, indique ce scenario de référence de l'industrie pétrolière publié en novembre 2010.

La production mondiale de pétrole conventionnel a atteint son maximum historique, et n'augmentera plus "jamais", a admis dans son dernier rapport annuel l'Agence internationale de l'énergie, chargée de conseiller les pays riches de l'OCDE et basée à Paris.

L'humanité menaçée ?

Une information fondamentale publiée par l'Agence internationale de l'énergie

(AIE) est passée totalement inaperçue : le pic pétrolier s'est produit en 2006.

Alors que la demande mondiale continuera à croître avec la montée en puissance des pays émergents (Chine, Inde et Brésil), la production de pétrole conventionnel va connaître un déclin inexorable après avoir plafonné. La crise économique masque pour l'heure cette réalité.
Mais elle obérera tout retour de la croissance. La remontée des coûts d'exploration-production fera naître des tensions extrêmement vives. L'exploitation du charbon et des réserves fossiles non conventionnelles exigera des investissements lourds et progressifs qui ne permettront guère de desserrer l'étau des prix à un horizon de temps proche. Les prix de l'énergie ne peuvent ainsi que s'affoler.

Le silence et l'ignorance d'une grande partie de la classe politique sur ce sujet ne sont guère plus rassurants. Et cela sans tenir compte du fait que nous aurons relâché et continuerons à dissiper dans l'atmosphère le dioxyde de carbone stocké pendant des millénaires... Chocs pétroliers à répétition jusqu'à l'effondrement et péril climatique. Voilà donc ce que nous préparent les tenants des stratégies de l'aveuglement. La catastrophe de Fukushima alourdira encore la donne énergétique.

De telles remarques génèrent souvent de grands malentendus. Les objections diagnostiquent et dénoncent aussitôt les prophètes de malheur comme le symptôme d'une société sur le déclin, qui ne croit plus au progrès. Ces stratégies de l'aveuglement sont absurdes. Affirmer que notre époque est caractérisée par une "épistémophobie" ou la recherche du risque zéro est une grave erreur d'analyse, elle éclipse derrière des réactions aux processus d'adaptation la cause du bouleversement.

Ce qui change radicalement la donne, c'est que notre vulnérabilité est désormais issue de l'incroyable étendue de notre puissance. L'"indisponible" à l'action des hommes, le tiers intouchable, est désormais modifiable, soit par l'action collective (nos consommations cumulées) soit par un individu isolé ("biohackers"). Nos démocraties se retrouvent démunies face à deux aspects de ce que nous avons rendu disponible : l'atteinte aux mécanismes régulateurs de la biosphère et aux substrats biologiques de la condition humaine.

Cette situation fait apparaître "le spectre menaçant de la tyrannie" évoqué par le philosophe allemand Hans Jonas. Parce que nos démocraties n'auront pas été capables de se prémunir de leurs propres excès, elles risquent de basculer dans l'état d'exception et de céder aux dérives totalitaristes.

Prenons l'exemple de la controverse climatique. Comme le démontre la comparaison entre les études de l'historienne des sciences Naomi Oreskes avec celles du politologue Jules Boykoff, les évolutions du système médiatique jouent dans cette affaire un rôle

majeur. Alors que la première ne répertoria aucune contestation directe de l'origine anthropique du réchauffement climatique dans les revues scientifiques peer reviewed ("à comité de lecture"), le second a constaté sur la période étudiée que 53 % des articles grand public de la presse américaine mettaient en doute les conclusions scientifiques.

Ce décalage s'explique par le remplacement du souci d'une information rigoureuse par une volonté de flatter le goût du spectacle. Les sujets scientifiques complexes sont traités de façon simpliste (pour ou contre). Ceci explique en partie les résultats de l'étude de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (Ademe) pilotée par Daniel Boy sur les représentations sociales de l'effet de serre démontrant un sérieux décrochage du pourcentage de Français attribuant le dérèglement climatique aux activités humaines (65 % en 2010, contre 81 % en 2009). Ces dérives qui engendrent doute et scepticisme au sein de la population permettent aux dirigeants actuels, dont le manque de connaissance scientifique est alarmant, de justifier leur inaction.

Le sommet de Cancun a sauvé le processus de négociation en réussissant en outre à y intégrer les grands pays émergents. Mais des accords contraignants à la hauteur de l'objectif des seconds sont encore loin. S'il en est ainsi, c'est parce que les dirigeants de la planète (à l'exception notable de quelques-uns) ont décidé de nier les conclusions scientifiques pour se décharger de l'ampleur des responsabilités en jeu. Comment pourraient-ils à la fois croire en la catastrophe et ne rien faire, ou si peu, pour l'éviter ?

Enfermée dans le court terme des échéances électorales et dans le temps médiatique, la politique s'est peu à peu transformée en gestion des affaires courantes. Elle est devenue incapable de penser le temps long. Or la crise écologique renverse une perception du progrès où le temps joue en notre faveur. Parce que nous créons les moyens de l'appauvrissement de la vie sur terre et que nous nions la possibilité de la catastrophe, nous rendons celle-ci crédible.

Il est impossible de connaître le point de basculement définitif vers l'improbable ; en revanche, il est certain que le risque de le dépasser est inversement proportionnel à la rapidité de notre réaction. Nous ne pouvons attendre et tergiverser sur la controverse climatique jusqu'au point de basculement, le moment où la multiplication des désastres naturels dissipera ce qu'il reste de doute. Il sera alors trop tard. Lorsque les océans se seront réchauffés, nous n'aurons aucun moyen de les refroidir.

La démocratie sera la première victime de l'altération des conditions universelles d'existence que nous sommes en train de programmer. Les catastrophes écologiques qui se préparent à l'échelle mondiale dans un contexte de croissance démographique, les inégalités dues à la rareté locale de l'eau, la fin de l'énergie bon marché, la raréfaction de nombre de minéraux, la dégradation de la biodiversité, l'érosion et la dégradation des sols, les événements climatiques extrêmes... produiront les pires inégalités entre ceux

qui auront les moyens de s'en protéger, pour un temps, et ceux qui les subiront. Elles ébranleront les équilibres géopolitiques et seront sources de conflits.

L'ampleur des catastrophes sociales qu'elles risquent d'engendrer a, par le passé, conduit à la disparition de sociétés entières. C'est, hélas, une réalité historique objective. A cela s'ajoutera le fait que des nouvelles technologies de plus en plus facilement accessibles fourniront des armes de destruction massive à la portée de toutes les bourses et des esprits les plus tourmentés.

Lorsque l'effondrement de l'espèce apparaîtra comme une possibilité envisageable, l'urgence n'aura que faire de nos processus, lents et complexes, de délibération. Pris de panique, l'Occident transgressera ses valeurs de liberté et de justice. Pour s'être heurtées aux limites physiques, les sociétés seront livrées à la violence des hommes. Nul ne peut contester a priori le risque que les démocraties cèdent sous de telles menaces.

Le stade ultime sera l'autodestruction de l'existence humaine, soit physiquement, soit par l'altération biologique. Le processus de convergence des nouvelles technologies donnera à l'individu un pouvoir monstrueux capable de faire naître des sous-espèces. C'est l'unité du genre humain qui sera atteinte. Il ne s'agit guère de l'avenir, il s'agit du présent. Le cyborg n'est déjà plus une figure de style cinématographique, mais une réalité de laboratoire, puisqu'il est devenu possible, grâce à des fonds publics, d'associer des cellules neuronales humaines à des dispositifs artificiels.

L'idéologie du progrès a mal tourné. Les inégalités planétaires actuelles auraient fait rougir de honte les concepteurs du projet moderne, Bacon, Descartes ou Hegel. A l'époque des Lumières, il n'existait aucune région du monde, en dehors des peuples vernaculaires, où la richesse moyenne par habitant aurait été le double d'une autre. Aujourd'hui, le ratio atteint 1 à 428 (entre le Zimbabwe et le Qatar).

Les échecs répétés des conférences de l'ONU montrent bien que nous sommes loin d'unir les nations contre la menace et de dépasser les intérêts immédiats et égoïstes des Etats comme des individus. Les enjeux, tant pour la gouvernance internationale et nationale que pour l'avenir macroéconomique, sont de nous libérer du culte de la compétitivité, de la croissance qui nous ronge et de la civilisation de la pauvreté dans le gaspillage.

Le nouveau paradigme doit émerger. Les outils conceptuels sont présents, que ce soit dans les précieux travaux du Britannique Tim Jackson ou dans ceux de la Prix Nobel d'économie 2009, l'Américaine Elinor Ostrom, ainsi que dans diverses initiatives de la société civile.

Nos démocraties doivent se restructurer, démocratiser la culture scientifique et maîtriser

l'immédiateté qui contredit la prise en compte du temps long. Nous pouvons encore transformer la menace en promesse désirable et crédible. Mais si nous n'agissons pas promptement, c'est à la barbarie que nous sommes certains de nous exposer.

Pour cette raison, répondre à la crise écologique est un devoir moral absolu. Les ennemis de la démocratie sont ceux qui remettent à plus tard les réponses aux enjeux et défis de l'écologie.

Michel Rocard, Dominique Bourg et Floran Augagneur - Le monde

Michel Rocard, ancien premier ministre, coauteur avec Alain Juppé de "La politique, telle qu'elle meurt de ne pas être" (JC Lattès, 314 p., 18 €).

Dominique Bourg, professeur à la faculté des géosciences et de l'environnement de l'université de Lausanne, membre du Comité de veille écologique de la Fondation Nicolas Hulot

Floran Augagneur, philosophe, enseigne la philosophie de l'écologie à l'Institut d'études politiques de Paris

*****

Un livre révèle “la plus fantastique opération de greenwashing de l’histoire”

Mathieu Dejean 06/01/18

les Inrockuptibles

Dans un essai édifiant, le journaliste Guillaume Pitron dévoile “la face cachée de la transition énergétique et numérique”. Selon lui, le recours aux éoliennes, panneaux solaires et autres véhicules électriques n’a fait que déplacer l’impact de l’activité humaine sur les écosystèmes.

Des ONG écologistes aux économistes les plus divers en passant par les cénacles de la “finance verte”, un consensus semble s’être dégagé – depuis la COP21 notamment –, au moins dans les discours : *“Les énergies fossiles ne sont plus la solution, elles sont devenues le problème.”* Le ministre de l’Ecologie, Nicolas Hulot, l’a répété le 12 décembre 2017 à l’occasion du One Planet Summit, qui portait sur le financement des politiques climatiques.

On mesure mieux, à l’aune de cet unanimisme écolo-friendly, la controverse que va susciter l’essai iconoclaste du journaliste (au *Monde diplomatique* notamment) Guillaume Pitron, *La Guerre des métaux rares – La Face cachée de la transition énergétique et numérique* (éd. Les Liens qui Libèrent). Dans cette enquête de terrain nourrie par six ans de tribulations dans une douzaine de pays, l’auteur jette une lumière crue sur un angle mort de la lutte contre le réchauffement climatique : paradoxalement,

la manière dont sont produites les *"*green-tech" dont dépendent les énergies renouvelables (ainsi que nos smartphones), et dont nous sommes de plus en plus friands, est très peu respectueuse de l'écosystème.

"Des impacts environnementaux plus importants que ceux de l'extraction pétrolière"

Des panneaux solaires aux véhicules électriques, en passant par certaines éoliennes, des vecteurs essentiels de la révolution énergétique en cours sont fabriqués à partir d'une trentaine de métaux rares (graphite, cobalt, indium, prométhium, tungstène, terres rares…) dont l'extraction et le raffinage sont dévastateurs pour l'environnement. Alors que l'extraction pétrolière ou les mines à charbon de jadis nous apparaissent aujourd'hui comme les plus sales des procédés, Guillaume Pitron soulève un contrepoint inattendu : *"Notre quête d'un modèle de croissance plus écologique a plutôt conduit à l'exploitation intensifiée de l'écorce terrestre pour en extraire le principe actif, à savoir les métaux rares, avec des impacts environnementaux encore plus importants que ceux générés par l'extraction pétrolière."* Les technologies de l'information et de la communication (smartphones, tablettes, ordinateurs), elles aussi, produisent *"50% de plus de gaz à effet de serre que le transport aérien"*, compare l'ancien ministre des Affaires étrangères Hubert Védrine dans sa préface.

Mais d'où vient notre aveuglement sur le sujet ? C'est que, depuis les années 1990, les pays occidentaux ont délocalisé l'extraction et le raffinage de ces matières premières (associées dans la nature aux métaux les plus abondants) dans des pays prêts à sacrifier leur environnement pour doper leur économie, au premier rang desquels la Chine. C'est ce qui s'est produit en France avec Rhône-Poulenc (devenu Rhodia), un des deux grands chimistes mondiaux des métaux rares, qui a abandonné sa production – pour la transférer en Chine notamment – au milieu des années 1990. C'est désormais l'une des industries les plus polluantes et les plus secrètes dans l'empire du Milieu.

"La plus fantastique opération de *greenwashing* de l'histoire"

Activités sauvages, mineurs illégaux, minerais purifiés à l'aide de produits chimiques déversés dans les sols et les fleuves… *"D'un bout à l'autre de la chaîne de production de métaux rares, quasiment rien en Chine n'a été fait selon les standards écologiques et sanitaires les plus élémentaires"*, détaille l'auteur. A Baotou, capitale mondiale des terres rares où il s'est rendu, les lacs de rejets toxiques et les *"villages du cancer dont les habitants meurent à petit feu"* constituent la réalité inavouable de la transition énergétique.

> *"Dissimuler en Chine l'origine douteuse des métaux a permis de décerner aux technologies vertes et numériques un certificat de bonne réputation"*

Son essai bouleverse bien des idées reçues, et met en évidence une contradiction soustraite à nos yeux depuis des décennies : celle d'un *"monde plus vert tributaire de métaux sales"*. *"Dissimuler en Chine l'origine douteuse des métaux a permis de*

décerner aux technologies vertes et numériques un certificat de bonne réputation. C'est certainement la plus fantastique opération de greenwashing *de l'histoire"*, écrit-il ainsi. Ébranlé dans ses certitudes, le lecteur serait tenté de crier au complotisme. Mais les faits sont têtus, et l'auteur les étale scrupuleusement sous nos yeux. *"La seule industrialisation d'une voiture électrique consomme trois à quatre fois plus d'énergie que celle d'un véhicule conventionnel"*, affirme-t-il en s'appuyant sur une étude de l'université de Californie, à Los Angeles.

Pour "un renouveau extractif dans l'Hexagone"

Les lendemains plus verts auxquels nous aspirons seraient-ils donc victimes d'une malfaçon ? Nous a-t-on vendu une transition énergétique en forme de village Potemkine ? Pour nous ôter ce doute, le journaliste plaide en conclusion de son ouvrage *"en faveur d'un renouveau extractif dans l'Hexagone"*. Outre des raisons géopolitiques, il invoque un argument environnemental aussi inattendu que percutant : *"Rien ne changera radicalement tant que nous n'expérimenterons pas, sous nos fenêtres, la totalité du coût de notre bonheur standard."*

***La Guerre des métaux rares - La Face cachée de la transition énergétique et numérique,* de Guillaume Pitron, éd. Les Liens qui Libèrent, 20€ (sortie le 10 janvier)**

L'oxygène disparaît progressivement des océans

National Geographic Lundi, 8 janvier

Une nouvelle étude révèle que le réchauffement climatique fait progressivement baisser le niveau d'oxygène dans de larges parties des profondeurs des océans, menaçant l'équilibre de l'écosystème marin - et de notre planète toute entière.

Il y a plus de 10 ans, Eric Prince étudiait la migration des poissons marqués quand il a remarqué quelque chose d'étrange. Les makaires bleus (*Makaira nigricans*) plongeaient à 80 mètres de profondeur pour chasser au large des côtes sud-est des États-Unis, alors que cette espèce chasse d'ordinaire près de la surface, plongeant rarement à plus de 30 mètres.

Eric Prince, spécialiste de l'orphie, qui faisait alors partie de l'Agence américaine d'observation océanique et atmosphérique, était perplexe. Il avait étudié le makaire bleu

en Côte d'Ivoire, au Ghana, en Jamaïque et au Brésil. Il n'avait jamais rien vu de tel.

Les makaires bleus ne cherchaient pas de nouvelles proies : ils évitaient simplement la suffocation, en évitant les pans d'eau contenant trop peu d'oxygène. Cette découverte était l'une des premières à démontrer l'adaptation des espèces marines à une nouvelle réalité : le changement climatique responsable de la baisse du taux d'oxygène en haute mer.

« C'est un problème global, et le réchauffement climatique ne fait que l'aggraver, » explique Denise Breitburg, scientifique au centre de recherches Smithsonian Research Center. « Il faut développer des solutions globales ».

Denise Breitburg est l'auteure principale d'une nouvelle étude publiée jeudi 4 janvier dernier dans la revue *Science*, qui a passé au crible toutes les recherches majeures conduites sur la perte d'oxygène dans les océans. Les auteurs des études concluent que ce phénomène vide des régions océaniques entières de leurs habitants, transformant durablement les chaînes alimentaires marines et augmentant les risques de surpêche. Tout comme le réchauffement de l'eau et l'acidification des océans, la perte d'oxygène est l'une des conséquences majeures du changement climatique, mais cette dernière est sans doute la moins bien comprise du grand public.

« La perte d'oxygène détruit de bien des manières l'écosystème marin » explique Denis Breitburg says. « Si nous créions de vastes aires inhabitables sur terre, nous le remarquerions sans doute davantage. Mais ce genre de phénomènes est plus difficilement perceptible dans l'océan. »

En Norvège, près d'Andenes, une orque, aussi connue sous le nom de baleine tueuse, rassemble des harengs en un banc très serré. Plus grand que le dauphin, ce prédateur se nourrit de mammifères marins tels que des phoques, des lions de mer et même des baleines.
photographie de Paul Nicklen, National Geographic Creative

AU-DELÀ DES CÔTES

La recherche de Denise Breitburg ne se focalise pas seulement sur les « zones mortes côtières », comme par exemple le Golfe du Mexique, très pollué, mais s'intéresse aussi aux étendues d'eaux profondes peuvent s'étendre sur plusieurs milliers de kilomètres.

Ces zones où l'oxygène est rare se créent naturellement, mais se sont étendues sur plus de 4.5 millions de kilomètres carrés - soit à peu près la taille de l'Union Européenne - et ce seulement depuis la moitié du 20e siècle. Ce phénomène a été aggravé par la hausse des températures.

Les eaux plus chaudes contiennent tout simplement moins d'oxygène. Elles incitent toutes les créatures marines, microbes compris, à consommer plus d'oxygène. Le changement climatique réchauffant les océan de la surface aux profondeurs, il devient difficile pour l'oxygène frais de se mêler aux couches marines plus profondes et pauvres en oxygène.

Aujourd'hui, les zones pauvres en oxygène s'étendent d'environ un mètre par an, dans des régions comme le Pacifique est et la mer Baltique. Une aire au sud de la Californie a vu le taux d'oxygène baisser de 30 % en moins de 25 ans. Une zone pauvre en oxygène de l'Océan Atlantique bordant les côtes africaines et aussi large que les États-Unis, s'est étendue de 15 % depuis les années 1960.

En fait, les océans de notre planète ont perdu près de 2 % de leur oxygène en tout juste 50 ans, quand le nombre de zones maritimes complètement dénuées d'oxygène a quadruplé, toujours selon cette même étude. Les scientifiques peuvent désormais identifier 500 sites côtiers où les niveaux d'oxygène sont extrêmement bas.

UN FACTEUR AGGRAVANT

Pour certaines créatures marines, un niveau bas d'oxygène peut avoir de graves conséquences sur la reproduction, l'espérance de vie et le comportement animal. Même de courtes expositions peuvent changer durablement un système immunitaire. Les eaux pauvres en oxygène peuvent même affecter les futures générations animales en altérant l'expression génétique chez les poissons et les autres créatures marines.

Le changement climatique force déjà toutes les espèces, des thons aux requins en passant par les harengs, les maquereaux et les morues du Pacifique, à se déplacer en bancs plus petits dans les eaux riches en oxygène près de la surface. La concentration de ces espèces les rend plus vulnérables à la pêche, aux oiseaux et aux autres prédateurs.

L'équipe de Denise Breitburg a par ailleurs démontré que la perte d'oxygène était vérifiable dans certaines zones reproductives comme celles de la côte ouest des États-Unis et d'Amérique du Sud, où les vents repoussent les eaux froides à la surface.

La perte d'oxygène n'est pas un phénomène isolé. La hausse des températures de l'eau à elle seule menace la biodiversité marine, tout comme l'acidification causée par une

augmentation de la concentration de dioxyde de carbone dans l'eau. Mais les menaces sont d'autant plus redoutables qu'elles se combinent.

« Nous avons étudié la Baie de Chesapeake et avons découvert que l'acidification de l'eau rendait les poissons plus sensibles aux bas niveaux d'oxygène, » explique la scientifique.

De plus, les zones pauvres en oxygène semblent produire leur propre gaz à effet de serre, ce qui pourrait aggraver un peu plus le changement climatique.

2017 : l'année où le climat est devenu incontrôlable

Clément Fournier e-RSE.net 5 janvier 2018

[NYOUZ2DÉS: Clément Fournier est atteint du "*syndrome du perroquet autiste*". La plupart du temps il ne fait que répéter ce qu'il a lu sans se poser des questions pertinentes, ni faire d'analyses, sur les sujets qu'il aborde. Mais parfois il écrit des articles passables. Donnons-lui une chance.]

Et si 2017 était l'année à partir de laquelle la catastrophe climatique avait vraiment commencé ? Retour sur 5 événements majeurs qui montrent que le climat commence à être totalement hors de contrôle.

En 2017, on a beaucoup parlé de climat. Presque plus encore qu'en 2015 lors de la COP21 et de l'Accord de Paris. Les accords climatiques ont continué à avancer, mais sans Trump, les dirigeants de la finance mondiale se sont réunis au One Planet Summit, les entreprises ont de plus en plus parlé des science based targets en alignant leurs activités sur la science du climat.

Mais si 2017 a été une année significative pour le climat, c'est sans doute plutôt parce qu'elle a été l'année de tous les records climatiques. Et peut-être même l'année où le climat est devenu vraiment hors de contrôle. Pour comprendre en quoi cette année fut significative et particulièrement inquiétante, retour sur 5 phénomènes climatiques qui montrent que 2017 est une année charnière pour le climat.

1 – L’année la plus chaude jamais enregistrée sans El Nino

2016 était l’année la plus chaude jamais enregistrée : près d’1 degrés au dessus des normes pré-industrielles (et jusqu’à 1.5 degrés au dessus en janvier, février et mars). Oui mais voilà : 2016 était particulière. Il y avait El Nino : ce phénomène climatique particulier observé au large des côtes ouest-américaines ayant la particularité d’intensifier l’augmentation des températures.

2017 est officiellement la seconde année la plus chaude jamais enregistrée, mais c’est en revanche l’année la plus chaude jamais mesurée sans El Nino. Les scientifiques s’attendaient à une baisse des températures par rapport à 2016 compte tenu de l’absence d’El Nino, mais en fait les températures n’ont pratiquement pas baissé et 2017 a continué à battre des records de chaleur. Ce constat est extrêmement significatif : il montre que les phénomènes de chaleur observés ces dernières années ne sont pas une coïncidence ou un événement climatique ponctuel. Le climat se réchauffe de plus en plus vite, de façon exponentielle même. Les océans n’absorbent plus le surplus de CO_2 et de chaleur, et les « choses sérieuses » commencent vraiment pour le climat mondial.

Cette année, certaines parties du Sud-Est asiatique et du sous-continent indien sont véritablement devenus inhabitables à cause de la montée des températures. Rien ne pousse, les rendements agricoles baissent. Cette année, des températures record ont été enregistrées partout dans le monde : à Paris, il faisait plus de 15 degrés le 31 décembre, un record historique.

Au total, 17 des 18 années les plus chaudes jamais enregistrées ont eu lieu au 21ème siècle. La seule exception est 1998, avec son El Nino extrêmement puissant.

2 – L’une des années les plus denses en phénomènes cycloniques et tempête

Le résultat de ces températures exceptionnelles, c’est que 2017 a aussi été une année record en matières de cyclones, ouragans et tempêtes. On sait que le réchauffement climatique augmente la fréquence des cyclones et 2017 l’a prouvé : il y a eu l’année dernière 54 tempêtes sévères aux Etats-Unis. 17 tempêtes sévères sur l’Atlantique (dont plusieurs ont frappé l’Europe), 10 cyclones, dont 6 cyclones sévères.

Ces chiffres font de 2017 la 5ème année la plus intense en matière de tempêtes et de cyclones en Atlantique, derrière plusieurs années fortement marquées par El Nino. Ces événements ont causé la mort de près de 800 personnes, et coûté plus de 300 milliards d’euros.

Plus les températures augmentent, plus le risque de cyclone devient élevé. Cette année marque donc peut-être une nouvelle norme : celle d’une planète de plus en plus active au niveau cyclonique.

3 – Une année record pour les sécheresses… et les inondations

En 2017, la sécheresse a marqué presque toutes les zones du monde : en Europe, ce sont la France, l'Espagne, le Portugal et l'Italie qui ont été particulièrement touchés, en Amériques, la Californie, le Montana, le Brésil, en Asie, ce sont l'Inde et la Chine. Dans ce pays, les officiels ont même qualifié la sécheresse comme la pire du siècle. Des phénomènes de sécheresse intense ont aussi été observés au Moyen-Orient, dans la corne de l'Afrique, en Australie… Bref, partout, même dans des pays qui traditionnellement ne manquent pas d'eau.

En conséquence, les productions agricoles ont baissé : en Italie, la production d'olives a baissé de 60% selon les premières observations de l'International Olive Council, pour les amandes, c'est 25%. En France, la production de vin a baissé de près de 20% à cause du réchauffement climatique et de la sécheresse, en Espagne, ce sont les citrons qui ont produit 30% de moins que d'habitude. Aux Etats-Unis, en décembre l'USDA estimait que 11% des cultures céréalières étaient affectées par la sécheresse. Bref, le manque d'eau affecte toutes les cultures.

Mais paradoxalement, ce manque d'eau n'existe pas partout. Certaines régions ont au contraire subi des pluies intenses et donc des inondations. C'est le cas notamment de l'Asie du Sud-Est, marquées par des inondations record qui ont affecté plusieurs millions de personnes au Bengladesh, au Pakistan. En Afrique c'est la Sierra Leone qui a été frappée, tout comme le Québec au printemps. En France, on observe de façon significative que les précipitations ont été intenses dans certaines zones (dans l'Ouest, le Nord, l'Ile de France) et très faibles dans certaines zones (Sud et Sud-Est). Résultat, certaines zones sont en sécheresse tandis que d'autres sont inondées. Et les inondations ne signifient pas forcément que le sol est nourri en eau : l'artificialisation des sols entraîne un ruissellement des eaux en surface. L'eau coule, se déverse, mais n'est pas

absorbée. Résultat : en Aquitaine malgré de pluies près de 6% au dessus des normales saisonnières cet été, on observait des phénomènes de sécheresses un peu partout.

4 – Une année record pour les incendies

2017, c'était aussi l'année des incendies : les incendies du Portugal qui ont fait d'énormes dégâts, ainsi qu'en Californie, en Australie, en Corse… Des forêts de plus en plus sèches, des vents de plus en plus forts et secs à cause de températures plus élevées, des pluies faibles : voilà la recette parfaite pour une multiplication des risques d'incendies.

En Californie, la saison des feux de forêt a vu son intensité doubler par rapport à la moyenne. Il est encore difficile de mesurer les dégâts de ces phénomènes intenses et dangereux. Au Portugal, les incendies ont été si intenses que des groupes d'écoliers ont lancé une initiative pour intenter un procès aux Etats européens pour leur inaction face au réchauffement climatique.

5 – Des océans de plus en plus chauds et de plus en plus acides

Enfin, dernier constat : en 2017 l'océan a atteint des taux d'oxygènes les plus bas jamais enregistrés. La température moyenne des eaux océaniques (en surface mais aussi en profondeur) a continué à augmenter, les taux de CO2 dans l'eau sont en augmentation et en conséquence, les eaux deviennent de plus en plus acides. Ce sont les résultats d'une étude publiée il y a quelques jour dans la revue Science.

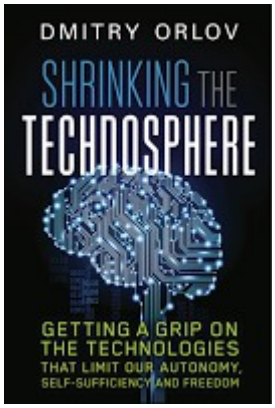
Or tous ces facteurs conjugués constituent une menace extrême pour nos écosystèmes. La plupart des organismes marins ne sont pas adaptés à des conditions de température ou de Ph trop extrêmes. Le manque d'oxygène créé déjà des zones « mortes » dans les océans, ou plus aucune vie n'est possible.

De plus, en s'acidifiant et en se réchauffant, l'océan perd son pouvoir de tampon en matière de réchauffement climatique. Jusqu'ici une bonne partie du CO2 et de la chaleur en surplus sur terre était absorbée par les océans. Mais plus ces derniers se réchauffent et se chargent en CO2, moins ils absorbent : ils saturent. Lorsque certains seuils seront atteints, le CO2 et les températures atmosphériques augmenteront encore plus vite.

Au final, tous ces constats montrent que 2017 est sans doute une année charnière à partir de laquelle le climat va devenir vraiment instable. On voit que certains seuils commencent à être dépassés. La catastrophe commence, lentement, mais elle va s'accélérer. Une bien mauvaise nouvelle pour commencer 2018, mais peut-être un coup de semonce salutaire pour pousser tous les acteurs à agir vraiment, dans l'urgence. Problème : les mesures extrêmes à mettre en place pour amortir le choc sont désormais quasiment hors d'atteinte.

Réduire la technosphère : Note de lecture

Par Frank Kaminski – Le 2 janvier 2018 – Source Club Orlov



Quand la personne moyenne pense à la technologie, la première chose qui lui vient à l'esprit n'est pas le chien ou le chat de la famille. On ne peut pas non plus considérer une volée de poulets, un paquet de graines ou un sac de pommes de terre comme des exemples de technologie. Mais le penseur de la technologie, Dmitry Orlov, dans son livre « Réduire la technosphère » soutient que c'est exactement ce qu'ils sont. Dans le contexte d'une ferme rurale, un chien est un système de sécurité à domicile très avancé, les chats et les poulets sont un service de lutte antiparasitaire (ces derniers ciblant respectivement les rongeurs et les insectes) et les pommes de terre et les paquets de semences jouent un rôle indispensable en fournissant les besoins médicinaux dont dépendent les citadins et les usines pharmaceutiques. Ce sont tous des exemples de technologies « naturelles » de celles qui représentent, selon les mots d'Orlov, « les adaptations humaines des choses que la nature a produites chez d'autres espèces en tant que traits d'évolution ».

Le livre d'Orlov préconise une évolution vers ces types de technologies en s'éloignant des technologies destructrices et condamnées qui définissent actuellement nos vies dans le monde développé. Un tel changement est nécessaire en raison de l'insoutenabilité des technologies dominantes actuelles. La technosphère de la Terre s'agite comme dans un piège dans lequel elle doit croître ou mourir, et pour grandir, elle a besoin de plus en plus de ressources naturelles. Mais nous sommes maintenant dans une ère où beaucoup de ces ressources – du pétrole aux minéraux comme le lithium nécessaire pour faire des batteries de voitures électriques ou d'ordinateurs – sont proches ou ont passé leurs maximums de production. En plus des ressources, la technosphère a besoin de puits environnementaux dans lesquels déverser ses déchets, et ceux-ci aussi se raréfient. En conséquence, conclut Orlov, la technosphère est destinée à s'effondrer, et notre meilleur plan d'action est de la réduire au point où sa chute ne nous affectera pas plus gravement que nécessaire.

C'est sûrement le travail le plus profond d'Orlov, encore que ce livre couvre une quantité étonnante de territoires, et il le fait avec la combinaison gagnante habituelle d'Orlov, de recherche savante, d'un esprit rusé et de sagesse pratique, testée et réelle. Le présent examen s'efforce d'explorer certains de ses points clés ; mais soyez assuré que mon évaluation, aussi poussée qu'elle puisse paraître, ne présente le livre que sous des

traits grossiers. Pour avoir l'histoire complète, je vous recommande fortement d'acheter le livre.

« Réduire la technosphère » commence par contester certaines croyances profondément ancrées et rarement questionnées sur la technologie. On suppose généralement que les machines modernes nous permettent de travailler plus efficacement que par le passé, qu'elles sont toujours meilleures, que les nouvelles innovations sont invariablement supérieures à ce qu'elles remplacent et que la technologie en général est la clé pour résoudre tous les problèmes auxquels nous sommes confrontés. Pourtant, comme le montre Orlov, la preuve ne soutient pas ces assertions. Les efficacités supposées et la bienfaisance des technologies industrielles avancées d'aujourd'hui disparaissent lorsqu'on tient compte des externalités négatives.

Orlov réfute l'affirmation selon laquelle les outils et méthodes modernes sont plus efficaces que le travail manuel en soulignant que c'est le contraire qui semble être vrai. Loin de nous livrer une vision de terre promise de loisirs et d'accomplissement ultimes, nos gadgets nous ont amenés à mener des vies de plus en plus trépidantes, en raison de la nécessité de gagner de plus en plus d'argent pour se les payer tous. Ce qui s'avère souvent le plus efficace, c'est de se passer d'un appareil soi-disant censé nous faire gagner du temps. En ce qui concerne la croyance selon laquelle la technologie est toujours meilleure, Orlov observe que les océans de la Terre (pour prendre un exemple parmi tant d'autres qu'il cite) pourraient être différents. La surpêche, la pollution et l'absorption de l'excès de CO2 que nous rejetons dans l'atmosphère conduisent les mers vers un état primordial n'accueillant plus que les microbes et les méduses. Pour les océans, moins de notre technologie serait certainement un progrès. Et l'insistance que la technologie peut résoudre n'importe quel problème est contredite par les nombreuses crises pour lesquelles la technologie ne nous offre aucune perspective de salut, puisque c'est le développement technologique lui-même qui les provoque.

À la lumière de ces éléments, l'argument de ce livre pour remettre sous contrôle nos choix technologiques est aussi sensible que passionné. Ingénieur de formation, Orlov propose un programme systématique pour réduire notre dépendance à la technosphère, chaque bout de technologie à la fois. Sa méthodologie comprend un ensemble d'équations plutôt simples que les lecteurs peuvent utiliser pour vérifier toutes les technologies dans leur vie en fonction de leurs ratios relatifs coût / bénéfice. Un ratio coût / bénéfice est calculé à l'aide de 32 critères, qui comprennent des éléments comme savoir si une technologie donnée est artificielle ou naturelle, industrielle ou artisanale, nouvelle ou déjà utilisée et exclusive ou « open source ». À titre d'illustration, Orlov effectue les calculs pour certaines technologies significatives de notre époque, y compris l'informatique mobile, les véhicules à moteur, la science de la vulgarisation de la vie, le génie génétique et la production d'énergie nucléaire. Il examine également un certain nombre de choses que les gens ne considèrent généralement pas comme une technologie, comme une religion organisée, l'enseignement supérieur, le prêt à usure international, le lobby des combustibles fossiles, le système juridique, le système

politique bipartite et le terrorisme par procuration.

Au centre de son argument, il y a l'idée que le terme « technologie » est beaucoup plus large que ne le laisserait supposer son usage populaire. Le type de technologie dont nous avons le plus l'habitude est celui qui applique des méthodes scientifiques rigoureuses aux problèmes liés à l'industrie et à l'ingénierie. Pourtant, Orlov affirme que beaucoup de nos technologies sont de nature sociale et politique. Il décrit le lobby américain sur les combustibles fossiles ; le système juridique ; le système d'enseignement supérieur ; le système bipartite et la religion organisée, pour revenir à certains des exemples les plus troublants de « technologies politiques » en vigueur en Amérique. (Il utilise également l'expression « machines politiques » pour les décrire, et sa conception des deux termes est similaire à ce que l'on entend souvent par « racket »). L'une de leurs fonctions principales est d'inculquer de fausses croyances aux gens afin de les contrôler et de les aveugler au risque de continuer sur notre chemin technologique actuel. Par exemple, l'industrie des combustibles fossiles a longtemps cherché à nier la réalité du changement climatique anthropique, de peur que la sensibilisation généralisée de cette menace réelle ne freine la demande pour ses produits.

Les technologies délétères évoquées ci-dessus font partie de la technosphère de la Terre, qui peut peut-être s'appeler plus succinctement l'antithèse de la biosphère. La plupart des définitions de la technosphère se limitent à ses propriétés physiques comme la somme de toutes les structures construites par l'homme. Cependant, la position d'Orlov est beaucoup plus pénétrante. Pour lui, c'est « une entité unique, unifiée, globale, contrôlante, croissante, destructrice, existant au-delà de la raison humaine ou de la moralité, qui doit être stoppée quel qu'en soit le coût ». La chose la plus insidieuse est qu'elle nous a asservis à sa volonté, tout en nous incitant à penser que nous sommes responsables. Nous permettons à des algorithmes de sites de rencontres de nous élever comme du bétail, d'entraîner nos enfants à plaire aux machines en se classant aux meilleures places dans des tests standardisés et de nous laisser influencer par les stimuli médiatiques pour « bien » voter, comme autant d'animaux de laboratoire. De plus, d'innombrables personnes dépendent de la technosphère pour leur survie : sans dialyse, injections d'insuline et médicaments, beaucoup de gens mourraient.

La réponse d'Orlov à l'arrêt de la technosphère commence par l'utilisation des 32 critères évoqués précédemment pour évaluer impitoyablement chaque technologie que nous utilisons. Avec cette analyse, nous pouvons grandement réduire notre dépendance à l'égard de technologies hautement nocives et non bénéfiques et maximiser notre utilisation de celles qui sont moins nuisibles et plus bénéfiques. Orlov fait référence à ce processus en tant que création et mise en œuvre d'une hiérarchie technologique des coûts et des bénéfices. Cette hiérarchie classe les technologies en ordre décroissant en fonction de leur potentiel de nuisance.

Celles qui sont au sommet sont celles qui ont le plus besoin d'être réduites ou même abandonnées. Pour Orlov, cela inclut la technologie de l'énergie nucléaire, la

nanotechnologie, le génie génétique et d'autres choses dont il estime qu'elles ont un « potentiel de dommages illimités ». À l'extrême opposé, le bas de la liste est occupé par des technologies sans danger, quasi naturelles. Parce que ces dernières ne causent aucun dommage écologique, elles sont celles qui devraient le plus nous attirer.

Il n'est pas nécessaire, selon Orlov, que tout le monde soit complètement tourné vers ces technologies quasi naturelles dans ses choix. D'une part, Orlov reconnaît que beaucoup de gens trouveraient cela prohibitif en pratique ; et d'un autre côté, Orlov se décrit lui-même comme technologiste qui voit de la valeur dans une grande partie de la technologie dominante d'aujourd'hui. (Encore une fois, sa vision est celle d'une technosphère rétrécie, pas complètement éliminée). Ainsi, même si vous ne pouvez pas vous passer d'une automobile ou d'un lave-linge, vous pourriez grandement réduire votre dépendance à l'égard de tels objets. Plutôt que de posséder votre propre voiture, vous et le reste de votre collectivité pourriez avoir une petite flotte de véhicules à occupation multiple. Et au lieu que chaque ménage de votre quartier ait sa propre machine à laver, il pourrait y avoir une seule buanderie communautaire. Quand il s'agit de réduire son utilisation d'Internet, Orlov suggère que les gens puissent composer des courriels et lire les documents téléchargés hors ligne, puis revenir en ligne pendant peut-être une heure par jour pour envoyer toutes leurs communications électroniques en un seul lot.

Que faisons-nous face à une technologie dont le potentiel de dommages est inconnu ? Dans de tels cas, Orlov conseille d'utiliser le principe de précaution, qui stipule que nous devrions renoncer à adopter toute technologie dont le potentiel de préjudice est inconnu ou contesté, en faveur de celle dont la propension au mal est connue.

L'auteur identifie un arsenal d'outils pouvant être utilisés pour combattre les technologies présentant un potentiel élevé de dommages. Orlov les nomme « anti-technologies » parce qu'elles fonctionnent pour annuler d'autres technologies. Elles comprennent des instruments pour la défense contre les armes offensives ; des méthodes pour défier et vaincre les tactiques oppressives d'application de la loi ; et des façons de rendre les choses vivantes et non vivantes indétectables ou méconnaissables, afin de les immuniser contre les pouvoirs de classification et de contrôle de la technosphère. Certaines anti-technologies représentent un avantage énorme en terme de coût par rapport aux choses contre lesquelles elles sont employées. Par exemple, un générateur d'étincelles fait maison peut détruire tout un système de communication radio et une LED infrarouge bon marché peut être utilisée pour aveugler une configuration de surveillance vidéo onéreuse.

« Réduire la technosphère » examine également les modes de vie alternatifs qui peuvent aider à vivre en dehors du contrôle de la technosphère. En tant que marin assidu et passionné de vie bon marché, Orlov est un grand fan de deux options en particulier : les voiliers d'habitation et les petites maisons. Il favorise les premiers en raison de leur avantage en termes de mobilité, dans le cas où les conditions sur un site particulier

deviennent intenables. Mais pour ceux qui ne vivent pas près de l'eau, il considère les petites maisons comme la meilleure chose à faire. Et il les considère comme des « facilitateurs » inestimables en raison de leur capacité à aider les gens à répondre à leurs propres besoins de manière efficace et efficiente sans la technosphère.

La partie la plus stimulante de ce livre est son étude des façons dont différents penseurs ont tenté de définir la technosphère. Cette section commence par une analyse approfondie de « La Technique ou l'enjeu du siècle » par le regretté penseur français Jacques Ellul 1. De tous les gens qui ont critiqué la technologie jusqu'à présent, Ellul est, de l'avis d'Orlov, celui qui a le plus appréhendé la véritable nature de la technosphère, et il l'a fait il y a plus de six décennies (la version originale française de son livre publié en 1954). Malheureusement, Ellul a échoué à trouver des réponses à notre situation difficile. Orlov se tourne ensuite vers le tristement célèbre « Manifeste d'Unabomber » de Ted Kaczynski, qui lui offre une solution. Alors qu'Orlov condamne les méthodes utilisées par Kaczynski pour répandre son message, il trouve beaucoup de valeur dans le Manifeste lui-même en tant que schéma de la « révolution contre le système industriel » envisagé par Kaczynski.

Dans « Réduire la technosphère » Orlov défie la foi quasi-universelle de notre société dans le progrès, réfléchit sur le fait que trop de développement technologique, comme trop de tout, peut être une mauvaise chose. « Dans n'importe quelle activité, écrit-il, il faut une quantité optimale, et trop est tout aussi mauvais que pas assez. » Orlov est l'un des brillants esprits qui travaillent actuellement sur la meilleure façon de gérer le futur effondrement industriel et lire son travail est si gratifiant qu'il est difficile d'imaginer où son maximum d'optimalité pourrait être.

Le mythe de la démocratie comme invention moderne

(à propos de La peur du peuple de Francis-Dupuis Déri)

Nicolas Casaux 8 janvier 2018 partage-le.com

Le livre de Francis Dupuis-Déri, *La peur du peuple : agoraphobie et agoraphilie*

politiques, publié en 2016 chez Lux, est intéressant pour plusieurs raisons. Entre autres parce qu'il propose un bref panorama des pratiques démocratiques à travers l'histoire, sujet trop méconnu voire trop nié s'il en est un, ce sur quoi je centrerai cette note de lecture.

Ainsi qu'il le rappelle, « le peuple lui-même ignore trop souvent la longue histoire du gouvernement par et pour le peuple ». En effet, la doxa dominante affirme grosso modo que la démocratie, qui aurait vu le jour, pour la première fois, à Athènes (première mystification), serait ensuite ressuscitée au 20ème siècle, avec l'avènement de nos démocraties (deuxième mystification) modernes. Rien n'est plus faux (le caractère anti-démocratique de la modernité, Dupuis-Déri en parle dans cette interview vidéo[1]).

Dupuis-Déri le souligne, la démocratie n'est ni « le propre de la Grèce ni de l'Occident ». Il cite ensuite l'anthropologue David Graeber, qui considère que « [l]a démocratie n'a pas été inventée », puisque « [d]es communautés égalitaires ont existé à travers toute l'histoire humaine – et nombre d'entre elles étaient bien plus égalitaires que celle d'Athènes au Vème siècle avant J.C. »

Il illustre ensuite cette idée :

« En Chine impériale, par exemple, les villages connaissaient une vie démocratique très dynamique grâce à une multitude de conseils auxquels on participait volontairement : conseils de parents pour gérer l'école, guildes professionnelles, sociétés de femmes célibataires, associations d'épargne, clubs de lecture, etc. Même lorsque des empereurs ou des rois régnaient sur des populations en Afrique et en Inde, autre exemple, des assemblées délibératives se tenaient dans les villages pour autogérer les affaires locales (agriculture, commerce, entretien des routes et des infrastructures communes, défense, éducation, entraide et aide aux plus démunis, fêtes et cérémonies, conflits interpersonnels, etc.) »

Il décrit également quelques aspects de la vie sociale des Wendats (ou Hurons), qui vivaient sur la côte est de l'Amérique du Nord avant la colonisation française. Celle-ci se caractérisait par une « grande vitalité » de la « pratique des assemblées ». A ce propos, il cite l'historien Denis Delâge :

« La terre est la propriété collective de la communauté. La propriété privée se limite généralement à quelques outils, armes et vêtements personnels. Il n'existe ni obligation de travail ni hiérarchie au niveau du travail. Personne ne surveille les femmes dans les champs ou les hommes qui construisent les palissades. Tout le monde participe à l'ensemble des tâches propres à son sexe, tâches qui sont généralement *décidées collectivement* de manière informelle ou encore en conseil. Il n'existe aucune mesure coercitive pour obliger quelqu'un à travailler, et pourtant tout le monde travaille. »

Et ajoute, toujours à leur sujet, qu'en dehors « du clan, les autres niveaux de gouvernement fonctionnaient également par assemblées, comme le Conseil confédéral, qui se tient pendant plusieurs semaines chaque printemps. » Et rappelle, concernant la

place de la femme :

« À l'arrivée des colonisateurs français, les femmes autochtones exerçaient une grande influence dans les communautés iroquoises. Elles étaient les premières du village à s'assembler en non-mixité pour discuter et les Anciennes avaient la responsabilité de désigner les futurs chefs. On croit souvent à tort que les hommes exerçaient plus de pouvoir, puisque les femmes étaient surtout engagées dans la gestion locale, les hommes contrôlant la fédération. En fait, les hommes ne pouvaient discuter d'un enjeu fédéral sans qu'il leur ait été préalablement soumis par les femmes. De plus, les décisions prises au niveau fédéral devaient être approuvées au niveau local. »

Passage ensuite, par l'Afrique qui « offre aussi d'innombrables exemples de pratiques délibératives, dont les "palabres agonistiques", quand une communauté doit se saisir d'un différend entre des individus ou des groupes. »

Il décrit succinctement la vie sociale des Igbos :

« Il y avait traditionnellement deux paliers décisionnels : le village (chacun était autonome) et le clan, lui-même chapeauté par un conseil des représentants de clans. Le chef est généralement le plus âgé d'une lignée, mais il est choisi au consensus (le mot "vote" n'existe pas en igbo). Il propose et dispose de la décision prise en assemblée par consensus. S'il s'avère difficile de prendre une décision, quelques hommes se retirent pour délibérer et reviennent avec une proposition devant l'assemblée, qui peut l'accepter ou la refuser. Les femmes y participent, car on considère que "la sagesse n'a pas de sexe", mais elles tiennent aussi leurs propres assemblées non mixtes où elles discutent des questions qui les concernent : les semences qu'elles cultivent et les produits qu'elles vendent au marché, ainsi que la violence masculine dont elles sont victimes. »

Il s'attaque également à la vision calamiteuse que la plupart des gens ont de la réalité de la vie durant les siècles du Moyen Âge :

« Au Moyen Âge, l'Europe a expérimenté des pratiques délibératives souvent inconnues encore aujourd'hui en Occident, où l'imaginaire collectif associe cette période historique à des rois opprimant un peuple en haillons qui cherche à survivre alors que s'abattent sur lui la misère, les loups, les brigands, les guerres, les épidémies. On trouvait des villages de serfs soumis à la volonté du seigneur, mais aussi des milliers de "communautés d'habitants" (nommées mir en Russie ou djemâas du côté musulman en Espagne). Dotées d'une existence juridique, ces communautés se géraient grâce à l'"assemblée d'habitants" qui se tenait de 5 à 15 fois l'an, regroupant quelques dizaines d'individus, dont parfois 15 à 20 % de femmes. Ces assemblées se déroulaient sur la place publique ou dans l'église, car on ne pouvait "faire aucune assemblée, traiter ou délibérer des affaires publiques, en maisons ou lieux privés et particuliers […] sous peine de nullité desdites assemblées, ce pour empêcher les brigues, monopoles et cabales". C'est à l'assemblée que la communauté décidait de l'organisation de tâches collectives (rénovation d'un pont ou de l'église, par exemple) et nommait les agents de la

communauté, dont les collecteurs, les bergers, l'instituteur, parfois le curé, au besoin des gardes (parfois tirés au sort). L'assemblée gérait le "commun", soit ce qui était possédé en commun ou pouvait être utilisé par toutes et tous. Selon la communauté, il s'agissait de champs, forêts, vignes, étangs et marais, parfois des maisons louées pour le bénéfice commun, un puits, un lavoir, un four, un moulin, une forge, une plâtrerie, un comptoir de pain et de viande. De plus, la communauté avait un droit de passage ou d'usage sur des terres privées, pouvant y faire paître ses bêtes, y ramasser des fruits, des herbes et le bois mort. C'est ce qui s'appelait l'"usufruit" (évoquant l'usage des fruits). En certains lieux, une assemblée composée uniquement de femmes choisissait la sage-femme. Les spécialistes de cette période reconnaissent que malgré le pouvoir des rois et des nobles, ces communautés jouissaient d'une "autonomie relative", le "communalisme" étant plus égalitaire que le "féodalisme", favorisant "entraide, assistance mutuelle [et] recherche de la sécurité". »

Les fausses démocraties modernes européennes sont manifestement loin d'offrir à leurs habitants ne serait-ce qu'une partie de l'autonomie existentielle dont bénéficiaient leurs ancêtres, l'autonomie moderne se résumant à un choix entre différentes marques et différents produits industriels dans le cadre d'une consommation devenu obligatoire[2], et rien de plus.

Reprenant certains éléments de son excellent livre *Démocratie, histoire politique d'un mot aux États-Unis et en France*, paru chez Lux en 2013, dans *La Peur du peuple*, Francis Dupuis-Déri rappelle en quoi nos soi-disant démocraties n'en sont pas, en quoi ceux que l'on considère comme leurs pères fondateurs étaient en réalité profondément opposés au principe même de la démocratie (ils considéraient, en bref, qu'une élite éclairée devait diriger le peuple et la destinée de l'humanité parce que les masses étaient composées d'individus trop irrationnels et stupides pour que l'organisation sociale et son fonctionnement leur soient confiés).

Il propose également une récusation méthodique de la plupart des arguments que les ennemis du principe démocratique trouvent à lui opposer.

Cependant, la perspective de Francis présente un angle mort : aucune analyse du phénomène technologique, de son impact sur le potentiel démocratique des sociétés humaines ; et pas non plus de réflexion sur l'importance de la taille, de l'échelle que les sociétés humaines doivent respecter, non seulement afin d'être écologiquement soutenable, mais aussi parce que le principe démocratique dépend directement d'une certaine mesure, au-delà de laquelle il n'est plus viable (l'importance du respect de la mesure a été formulé entre autres par Jean-Jacques Rousseau, Leopold Kohr, Ivan Illich et, plus récemment, Olivier Rey, dans un assez bon livre intitulé *Une question de taille*).

Somme toute, un ouvrage très intéressant pour qui s'intéresse de près ou de loin à l'histoire et à la pratique démocratiques.

LA GRANDE QUESTION...

7 Janvier 2018 , Rédigé par Patrick REYMOND

... Chinoise.

C'est le charbon, et visiblement, on n'est pas capable d'analyser correctement la situation. La Chine veut créer des géants du charbon. En général, la concentration signifie la fin de la ressource. On regroupe tout dans une seule ou quelques méga-société, genre Charbonnages de France en son temps, ou les charbonnages britanniques, parce que la ressource diminue...

Simplement, la dite ressource n'est pas rentable. Les contradictions sont légions, y compris dans la tête ou l'absence de réflexion des journalistes.

Il faudrait apprendre un truc compliqué, qui s'appelle la soustraction

" Dans le cadre de son plan à cinq ans jusqu'en 2020, la Chine a promis d'éliminer environ 800 millions de tonnes de capacités non rentables. La production de charbon atteindra environ 3,9 milliards de tonnes par an d'ici 2020. "

Sachant que les capacités actuelles sont de 3.41 milliards de tonnes - 0,8 ça donne chez les pisseurs de copie, 3.9...

Il faut tout de suite retourner au CE2.

Euphémisme, aussi, quand on dit que la Chine veut fermer ses "mines peu rentables". On devrait surtout parler de "mines pas rentables du tout". ça serait plus juste.

Publié depuis Overblog 9 Janvier 2018 , Rédigé par Patrick REYMOND

" Oui, enfin le charbon pas rentable, pour l'instant. Mais si le prix de pétrole augmente (Et ça arrivera forcément vu l'intensité de la demande) Le charbon redeviendra rentable. J'ai vu cette émission :
https://www.youtube.com/watch?v=3h10z5w0enM
Le reportage dit qu'il y en a encore pour 150 ans de charbon, est-ce que c'est vrai ? "

Les prix, selon Gail Tverberg, seront bridés par l'absence de pouvoir d'achat. Et le charbon, c'est encore plus caricatural, ça ne sert, à 90 % qu'à fabriquer de l'électricité. Donc on peut penser que la hausse des prix sera immédiatement compensée par une chute de la demande.

150 ans de charbon ? En 1830 les britanniques avaient évalués leurs réserves à 800 ans. Pour les chinois, c'était 2000 ans.

Les réserves chinoises sont évaluées depuis 1990 à 114.5 GT. En soustrayant ce qui a été extrait depuis, on tombe à la moitié de ce chiffre, donc, au plus, à une dizaine d'années d'exploitation.

Tout dépend de la vitesse à laquelle on sort l'énergie du sol.

D'ailleurs, pour tout un tas de choses, tout dépend de la vitesse d'exploitation. Que ce soit le bois, ou d'autres choses. *" Une chose est sûre, la filière « chauffage au bois » carbure plein gaz et le filon n'est pas prêt de s'éteindre. "* Les britanniques du XVII° et XVIII° siècle n'ont pas mis 50 ans à détruire totalement leurs forêts. 25 ans pour faire le gros du travail, et 25 ans pour le peaufiner. L'Irlande était couverte de forêts, et avait 800 000 habitants. Un siècle plus tard, le pays était chauve comme un genoux, et avait 8 000 000 d'habitants.

Addiction fossile ? Oui. Durable ? Non. Le système capitaliste peut nier la notion de rentabilité un certain temps, mais pas éternellement, et les prix ne peuvent s'ajuster à la hausse durablement.

Même le délire sur les robots est mensonger. Les robots fonctionnent à l'énergie. On assiste à un ciseau entre 20 % de la population, qui vit pas mal, sans soucis d'énergie, et une masse qui régresse. La montée du FN est calquée sur cette population paupérisée. Bien au delà des maladresses supposées de MLP.

" la réalité de l'addiction aux énergies fossiles restera prépondérante dans les 20 prochaines années. Tout (dé)montre que les ambitions politiques et les moyens mis en œuvre adoptés aujourd'hui, notamment dans le cadre de l'Accord de Paris, ne permettront pas de commencer à réduire d'ici à 2040 les émissions globales de carbone. "

On voit que la notion d'effondrement n'est pas à l'ordre du jour dans la tête de piaf des dirigeants. 23 ans à 4.5 milliards de tonnes de charbon en Chine, ça fait 103.5 GT de charbon... Largement plus que ce qui reste...

Pour le dernier gisement géant de pétrole pas trop exploité, celui de Kashagan, il est apparu que plus le prix de l'énergie montait, plus son coût d'exploitation montait aussi... Le Taux de retour énergétique qui s'est détérioré monstrueusement ces 40 dernières années devrait encore baisser.

A la fin, la civilisation industrielle aura vécu, et notre mode de vie avec. Sans doute on peut dégraisser fortement la taille de nos sociétés. C'est facile, il suffit de faire accepter qu'il n'y ait plus que ~~2 millions ~~,Pardon 200 000 véhicules, qui pourront rouler au jus de topinambour (lire le chasseur français de 1941).

Comme le Montana aujourd'hui (qui selon Jared Diammond est une économie en effondrement), il reste pour les anciens gisements comme Groningue, les

emmerdements, et plus le gaz. Chose intéressante, la nouvelle est dans "L'Orient le jour", sputnik, et pas du tout en occident...

Pour le Montana, dont l'agriculture n'est pas compétitive, les mines du siècle dernier sont des sources de pollution réelles, et sans payeurs. Envolée la plus productive mine de cuivre (30 % de teneur), et là aussi, il reste, pour quelques temps, les emmerdements à gérer, par le contribuable, bien sûr.

Montant record des dégâts causés par les catastrophes naturelles aux États-Unis en 2017

9 janvier 2018 |Jean-Louis Santini - Agence France-Presse | Le Devoir

La facture du seul ouragan «Harvey» est estimée à 125 milliards de dollars.

Les catastrophes naturelles ont provoqué un montant record de 306 milliards de dollars de dégâts en 2017 aux États-Unis, qui ont subi de puissants ouragans, des inondations, une sécheresse et des incendies de forêt dévastateurs.

Selon un rapport de l'Agence océanique et atmosphérique (NOAA) publié lundi, seize de ces désastres ont provoqué des dégâts supérieurs à milliard de dollars.

Le précédent record remontait à 2005 avec 215 milliards de dollars de dommages, surtout dus aux ouragans *Katrina*, *Wilma* et *Rita*.

Les catastrophes naturelles ont fait au moins 362 morts l'an dernier, ce qui est loin du bilan d'au moins 1833 morts pour le seul ouragan *Katrina*.

L'ouragan *Harvey* a provoqué un cumul de précipitations ayant atteint 1,27 mètre par endroits au Texas, entraînant d'importantes inondations. Le montant des dégâts est estimé à 125 milliards de dollars, soit le deuxième sinistre naturel le plus cher après *Katrina*.

Selon la NOAA, l'ouragan *Maria* — qui a dévasté l'île de Porto Rico, un territoire américain — a infligé 90 milliards de dégâts tandis qu'*Irma* — qui a balayé les Caraïbes et la Floride — a été responsable de 50 milliards de dégâts aux États-Unis.

Maria et *Irma* sont respectivement les troisième et cinquième catastrophes naturelles les plus coûteuses aux États-Unis.

Par ailleurs, les incendies ayant sévi dans l'ouest du pays — la Californie a connu des sinistres record en matière de surfaces détruites et de pertes humaines — ont provoqué 18 milliards de pertes, soit « le triple du précédent record annuel », a indiqué le rapport.

L'Agence a également relevé qu'il fallait remonter à 2011 pour compter seize désastres naturels dans une année ayant un coût unitaire d'au moins un milliard de dollars.

Ainsi, en 2017, il y a eu une période prolongée de froid exceptionnel en fin d'année dans l'est du pays, une sécheresse dans de multiples régions, les incendies de forêts à travers la Californie, plusieurs inondations, trois ouragans majeurs et huit tempêtes de forte puissance.

Des déchaînements de la nature qui ont coïncidé avec la troisième année la plus chaude aux États-Unis depuis le début des relevés de température il y a 123 ans. Les cinq années les plus chaudes ont été enregistrées depuis 2006.

La température moyenne aux États-Unis a atteint 12,2 °C l'an dernier, soit 1,38 degré au-dessus de la normale. Une température au-dessus de la moyenne a été constatée dans le sud-ouest, avec des niveaux record dans certaines régions de la Californie et de l'Arizona.

SECTION ÉCONOMIE

D'où pourrait venir une prochaine crise financière ?

Publié le 9 janvier 2018 à 15:00:39 par Tiger54 / 0 commentaire / 105 vues

La crise financière mondiale a commencé le 9 août 2007. À ce moment-là, les Etats-Unis sont déjà englués dans une crise immobilière sans précédent – celle... Lire la suite

La dette mondiale vient d'atteindre un nouveau sommet historique à 233.000 milliards de dollars

Publié le 8 janvier 2018 à 17:00:31 par Tiger54 / 31 commentaires / 1 276 vues

La dette mondiale vient d'atteindre un nouveau sommet historique à 233.000 milliards de dollars au troisième trimestre 2017, soit plus de 16.000 milliards de dollars... Lire la suite

Bill Bonner: Comment la « financiarisation » vole les travailleurs

Publié le 9 janvier 2018 à 11:00:27 par Tiger54 / 1 commentaire / 412 vues

En 2017, la valeur des actions cotées a augmenté de +22% et le PIB de seulement 3%. Ceux qui ne possèdent pas d'actions sont perdants et ne profitent pas de l'argent... Lire la suite

Pierre Jovanovic: « La BCE préconise la suppression pure et simple de la garantie bancaire de 100.000 euros »

Publié le 9 janvier 2018 à 00:21:47 par Tiger54 / 14 commentaires / 1 888 vues

Pierre Jovanovic explique que le site zerohedge a mis la main sur un dossier interne de la banque centrale européenne, qui préconise la suppression pure et simple de la... Lire la suite

A y est, c'est officiel ! Mario Draghi fait dorénavant passer la Fed pour une bande de petits joueurs !

Publié le 8 janvier 2018 à 22:09:31 par Tiger54 / 1 commentaire / 1 015 vues

Tandis que le Président de la Bundesbank voudrait une date précise pour la fin du QE, le bilan de la BCE atteint désormais près du double de celui de la Fed, en % du PIB.... Lire la suite

D'où pourrait venir une prochaine crise financière ?

Le 09 Jan 2018 à 15:00:39 / 0 Commentaire / 130 vues

La crise financière mondiale a commencé le 9 août 2007. À ce moment-là, les Etats-Unis sont déjà englués dans une crise immobilière sans précédent – celle des « subprimes », provoquée par des prêts immobiliers à risque. Le système interbancaire est paralysé, c'est le début de la crise. Comment en est-on arrivé là ? Dix ans plus tard, est-on réellement sorti de cette crise ?

La dette mondiale vient d'atteindre un nouveau sommet historique à 233.000 milliards de dollars

https://www.arte.tv/player/v3/index.php?json_url=https://api.arte.tv/api/player/v1/config/fr/074787-073-A?autostart=0&lifeCycle=1&lang=fr_FR&embed=0&mute=0&autostart=0

233 trillions : nouveau record pour la dette mondiale

Bloomberg , publié Par Or-Argent - Jan 9, 2018

Durant le T3 2017, la dette mondiale a atteint un nouveau record (nominal) : à 233 trillions, elle a augmenté de 6 trillions par rapport au dernier trimestre de l'année 2016, d'après les calculs de l'Institute of International Finance. La dette du secteur privé, entreprises financières non incluses, a atteint des records historiques au Canada, en France, à Hong Kong, en Corée du Sud, en Suisse et en Turquie.

Mais, simultanément, le ratio dette/PIB a baissé pour le 4e trimestre consécutif alors que la croissance économique a accéléré. Ce ratio est désormais de 318 %, soit 3 % de moins que le ratio enregistré au 3e trimestre 2016, toujours d'après l'IIF.

« *Une combinaison de facteurs, comme une croissance supérieure à son potentiel dans plusieurs pays, une augmentation de l'inflation (Chine, Turquie) ainsi que les efforts visant à empêcher l'accumulation potentiellement déstabilisatrice de dette (Chine, Canada) a contribué à ce déclin* », ont écrit les analystes de l'IIF dans une note.

Selon les Nations unies, il y a 7,6 milliards d'habitants sur la planète, ce qui signifie que la dette par habitant est supérieure à 30.000 $.

Cette accumulation de dette pourrait pousser les banques centrales à ralentir la hausse des taux initiée en raison de craintes concernant la capacité de remboursement des sociétés et des gouvernements endettés, ont écrit les analystes de l'IIF. *Source : Bloomberg*

La crise, ses coûts, la relativisation

Bruno Bertez 9 janvier 2018

Les élites, répétons nous souvent, ne résolvent aucun problème, elles n'en ont pas les moyens; ce qui gouverne c'est le Système et sa logique de reproduction/extension.
Les élites ne gèrent pas le monde réel, elles n'ont dans la plupart des cas pas prise sur lui. Non, elles vous gèrent vous, et vos perceptions. Et comme vous êtes récalcitrants et que nous sommes dans période de crise, elles ont besoin de vous changer c'est à dire de vous reprogrammer.
Les élites sont les grands prêtres, les apparents gestionnaires d'un système qui les dépasse mais qu'elles connaissent mieux que les autres, et c'est en tant que grands

prêtres qu'elles s'enrichissent, attirent les honneurs, les femmes et maintenant, il ne faut pas oublier, les hommes, post modernité sociétale oblige.
Les élites règnent et dominent parce qu'elles entretiennent, elles et leurs complices des mythes, des illusions selon lesquelles elles peuvent tout. Elles sont toutes puissantes . Regardez **Macron**, il n'a rien fait , rien accompli, mais il n'arrête pas, il passe du dossier de la réforme du Code du Travail au dossier Européen, en passant il donne des leçons à Trump, puis il s'attaque au dossier du Moyen Orient, puis au dossier de l'égalité homme-femme, puis au dossier du harcèlement , puis au dossier Libyen, puis au dossier Russe, puis au dossier Iranien, puis au dossier Chinois avec la Silk Road; ces derniers jours il a restructuré le monde avec une grande alliance millénariste entre la Chine, l'Europe et l'Afrique et j'en oublie … au passage il engrange quelques lauriers sur la reprise économique et il annonce qu'il va vaincre le populisme, le conspirationnisme, le nationalisme… Il veut à lui tout seul contrer Trump et réveiller le multilatéralisme moribond qui n'a jamais existé. Sa popularité monte. C'est un vrai magicien. Il va à la faveur de ces constructions parallèles pouvoir faire passer des lois scélérates.
Les commentateurs les plus avisés ceux qui ont étudié un peu de philosophie et les écrits sur **la société du spectacle nous disent: mais ce n'est qu'un spectacle, de la Com, de la mise en scène, il brasse du vent, sur le fond rien ne change ou si cela change, c'est en pire.**
Ils ont raison mais c'est insuffisant. c'est insuffisant parce que tout en étant vrai, c'est abstrait, cela ne parle pas aux gens. Cela leur passe au dessus de la tête. Peu de gens comprennent, peu de gens acceptent de rentrer dans une problématique et **il y a une sorte de rejet de tout ce qui, de près ou de loin apparaît comme intellectuel. L'addiction au numérique et au téléphone portable n'arrangent pas les choses, les enquêtes montrent que les facultés d'attention et de concentration sont en chute libre. On n'arrive plus à dépasser les neuf minutes.** Tout comme il y a rejet de ce qui n'est pas l'évidence, c'est ce qui explique que l'on a beaucoup de difficultés à faire entrer le facteur « temps », l'épaisseur du temps dans les débats**.**
Je prends « critique » non dans le sens négatif, comme opposition systématique mais comme processus de décorticage et d'examen en profondeur. Les critiques dis je , pour avoir une portée doivent parler aux gens elles doivent leur faire toucher du doigt les faits, les situations. Il faut partir du concret, de ce que l'on voit. Et pour cela il faut d'abord le connaître ce concret, puis être capable de le réduire à sa substantifique moelle et enfin il faut pouvoir et savoir l'exposer. D'où l'enjeu de la liberté de parole. Les contre pouvoirs doivent pouvoir s'exprimer librement. Les pouvoirs eux, veulent bâillonner.
Il faut pouvoir montrer aux citoyens, il faut pouvoir leur faire toucher du doigt les trucages, les omissions, les fausses vérités, les mystifications qui permettent aux pouvoirs en place de dominer malgré leurs insuffisances. La référence à l'histoire est essentielle, d'ou l'enjeu des trucages.
Je soutiens très souvent que les élites ne mentent pas ou très peu mais qu'elles trompent toujours; elles jouent sur la multiplicité des points de vue, les différentes facettes d'un

fait ou d'une situation, bref la tromperie des élites est contenue dans le mode de présentation, dans la répétition, dans la hiérarchisation des présentations et dans l'escamotage des vraies relations de causes à effets. Les élites ont choisi comme mode de Com, la juxtaposition, elles ont rejeté bien sur la dialectique, mais aussi de plus en plus la logique positiviste. Cela leur permet de frapper les esprits , de manipuler les perceptions, tout en neutralisant les critiques: elles ne mentent pas, leur discours est par dela le mensonge et la vérité, il n'offre pas de prise tout comme le fameux modèle de la pensée politique, le fameux argument De Gaulle pour refuser l'entrée de la Grande Bretagne dans la construction européenne; « l'Angleterre est une île »! Les élites ne mentent pas parce qu'…elles mentent toujours! Elles font vivre dans un monde faux qu'elles ont le pouvoir d'imposer.
Une sorte de principe implicite guide nos analyses et vous le retrouvez au fil des textes et dans des circonstances diverses, c'est une sorte de principe de conservation. Le positif est indissolublement lié au négatif, le bien est inséparable du mal, rien ne se perd, rien ne se crée disait Lavoisier, parlant de la matière. Les principes de la conservation de la matière et ceux de la thermodynamique restent toujours présents à notre esprit.
Nous expliquons souvent que **le monde en général et économique en particulier comporte toujours deux faces une face active/visible, que l'on voit et une face passive/cachée que l'on ne voit pas.**
C'est un peu comme le bilan d'une entreprise il y a un actif, des richesses apparentes, mais il y a toujours un passif, une origine des ressources, des dettes, des promesses qu'il faut assumer. Celui qui passe devant les bâtiments luxueux de l'entreprise ne sait pas que celle ci est couverte de dettes. Il sait encore moins que ces dettes sont scandaleuses car la BCE ou la Fed font en sorte, par le coût du crédit nul et la recherche de l'inflation , elles font en sorte que ces dettes ne coûtent rien à ceux qui en profitent .. elles ne coûtent qu'à vous par spoliation quasi systématique des détenteurs de monnaie . Spoliation que vous ne percevez pas car elle est différée dans le temps. Ah le temps!
Présenté autrement cela **correspond à l'idée que tout a un coût**, qu'il n'y a pas de free lunch, on ne rase jamais gratis. En philosophie hindoue on dit qu'un arbre a toujours deux branches. la philosophie hindoue est une philosophie de la résignation, elle reconnaît cette vérité, mais nous, nous sommes conditionnés par l'espoir donc nous devons l'ignorer.
La démocratie, comme système de tiers payant généralisé
Et si on rase gratis bien souvent c'est parce que c**elui qui reçoit dans nos systèmes de redistribution et de tiers payant, celui qui reçoit n'est pas celui qui paie**. La démocratie est un colossal système de tiers payant ou les uns vivent aux dépens des autres par le miracle de la prédation majoritaire. La plupart des sondages qui prétendent présenter ce que le peuple pense ou veut, la plupart des sondages sont des escroqueries intellectuelles, ils demandent aux peuples ce qu'ils veulent mais escamotent le fait que cela a un coût, un prix. D'où la mentalité du « Toujours Plus ». Toujours plus, parce que cela tombe du ciel.

Les miracles accomplis par les élites et les classes dominantes se résument bien souvent à une illusion provoquée par l'escamotage des coûts.

C'est le cas par exemple des succès en matière de lutte contre le chômage: ceux qui ont réussi comme l'Allemagne ne l'ont fait que parce qu'ils ont paupérisé une fraction énorme de la population, les réformes de Schroeder constituaient une gigantesque augmentation du taux d'exploitation de la main d'oeuvre; c'est ce qu'essaie de réaliser Macron.

La générosité sans limite des partisans des frontières ouvertes n'est possible que parce que l'on partage la pauvreté en un plus grand nombre d'ayants droits si on ose dire. Ou encore que parce ce que l'on détruit la culture, l'environnement, la qualité de la vie de ceux qui sont les moins favorisés puisque ce ne sont pas les riches qui accueillent les migrants et les fréquentent. On abaisse le niveau de culture et de conscience politique du peuple. on pille ses solidarités spontanées. Bref on détruit la qualité de vie chèrement payée par les générations qui nous ont précédé.

La crise, des pseudo solutions ou plutot des échecs qui escamotent leurs coûts

L'apparent succès de la lutte contre la crise de 2008 ressort de la même analyse. La première étape a consisté à en nier les causes et à la mal nommer. On a nié qu'il s'agissait d'une crise de surendettement généralisé. Puis pour tenir malgré l'insolvabilité et malgré la dislocation, on a créé de la monnaie à partir de rien. Monnaie qui dilue le pouvoir d'achat futur de tous les détenteurs de monnaie, on a augmenté les dettes, on a fait en sorte qu'elles ne coûtent plus rien , on a supprimé la rémunération des épargnants , surtout les plus modestes, on a pillé leurs retraites, on a fait s'endetter les plus fragiles, etc. On a changé les règles du jeu bancaire, on a augmenté la prédation et les contrôles/:surveillances fiscales, on a considérablement réduit les libertés de paiement et de circulation, il n' y a plus que les gros capitaux qui circulent librement. Ceux des kleptocrates et ploutoucrates.

La solution a consisté à augmenter la masse de signes monétaires et quasi monétaires, afin de créer une disproportion entre ce qui existe et ce qui le représente. On a trafiqué le prix des choses. En augmentant le prix, la valeur monétaire de l'ensemble du système économique, on devait réduire le poids relatif des dettes, faire en sorte qu'elles puissent être honorées. Au moins nominalement. Il s'agissait en fait d'inflater tous les prix, à la main, de rajouter des zéros dans les livres de comptes pour compenser l'absence d'inflation des décennies précédentes,-la fameuse Grande Modération-, il s'agissait de détruire le poids du passé, ce qui est la fonction positive, dynamique de l'inflation dans nos systèmes. Bref il s'agissait de réparer l'erreur qui avait conduit à se gargariser de bonne gestion et de maîtrise de l'inflation, erreur qui est à la base de la crise de 2008.

En passant vous remarquerez la force de notre principe, tout a un coût: l'absence d'inflation dont on s'est vanté a eu un coût colossal, non appréhendé: l'escalade du poids des dettes! Le mieux est l'ennemi du bien; qui veut faire l'ange fait la bête!

On vous a fait croire que tout cela constituait un stimulus, un stimulus dont vous alliez bénéficier! Le stimulus était un espoir, un voeu pieux, la réalité était qu'il s'agissait d'un soutien puis d'une inflation bullaire du prix des actifs. Les masses monétaires ont été

doublées en moins de 1O ans de façon coordonnnée, les bilans des banques centrales ont explosé à près de 20 trillions, les dettes des gouvernement se sont envolées, la masse de dettes mondiales non financières , y compris celles qui ne sont pas cotées sur les marché s'est projetée dans la stratosphère, elle frôle les 300 trillions! Les marchés d'actions approchent les 100 trillions, leur ratio en regard de la production de richesse mondiale a pulverisé tous les records. La bulle a été, est colossale et elle ne cesse d'enfler car c'est devenu un jeu, une loterie globale.
Cette politique a été un échec lamentable, lamentable et criminel: la monnaie n'est pas allée là ou les élites nous disaient qu'elle allait aller, elle n'est pas allée dans l'économie réelle. La vitesse de circulation de la monnaie, a chuté ce qui signifie, derrière cette expression diafoirique que la monnaie n'a pas tourné dans l'économie réelle, elle n'a pas servi à payer des transactions, elle est restée dans la sphère financière! Et dans la sphère financière, elle a provoqué une hernie, une hernie qui gonfle, qui gonfle!
Il était évident que toute cette monnaie allait rester stockée dans le système bancaire et financier, c'est le bon sens même; ce n'est nullement un paradoxe. A partir du moment ou les liquidités étaient injectées par le biais du système bancaire, les banquiers ont agi en toute bonne conscience au mieux de leurs intérêts et ce d'autant plus qu'ils étaient en faillite réelle, « il fallait se refaire » comme on dit dans les casinos. La part du lion, c'est le cas de le dire est restée collée dans les banques, et dans les marchés financiers et leurs avatars/diversifications , les marchés immobiliers, les oeuvres d'art etc. Pas besoin d'avoir lu l'ouvrage du Dr Thaler » Behavioral Economics » pour comprendre que cet argent n'allait pas arriver jusqu'aux individus, booster leur consommation, stimuler l'embauche; dans un système dont la logique cachée est la profitabilité maximum, il ne pouvait pas en être autrement. L'argent comme le dit Marc Faber dévale la plus grande pente du profit.
Les élites et leurs banquiers ont beau mener grand train, leurs dépenses somptuaires ne suffisent pas à relancer la machine, leur propension à consommer est trop faible. La Fable des Abeilles de Mandevile n'a pas marché. Il n'y a pas eu de ce que l'on appelle de « trickle down », de ruissellement pour les classes moyennes; au contraire privées de rémunération de leur épargne, précarisées, elles se sont serré la ceinture pour conserver une prévoyance, elles ont augmenté leur économies au fur et à mesure que l'on les laminait. Elles ont sauvé à reculons, leur dignité.
Les banquiers centraux , les banques TBTF, le système financier et les gouvernements ont agi de concert, ils ont augmenté l'offre de monnaie, financé, garanti, donné toutes les assurances possibles, recapitalisé sans souci de qualité et de viabilité, et surtout de moralité , tout cela pour empêcher la baisse de valeur de la fortune de la planète. En revanche la production de richesses réelles a quasi stagné et certainement regressé en réel, et les prix des choses, leur valeur nominale a refusé de s'inflater.
C'est l'échec, le colossal échec comme nous le disons, le criminel échec comme nous le répétons. Pourquoi? Parce que la disproportion qui est à l'origine de la crise de 2008 est non seulement toujours là, mais elle s'est aggravée quantitaivement et qualitativement. Le poids des promesses, des dettes, du crédit est encore plus lourd et leur masse est de

qualité plus mauvaise encore. L'aggravation des déséquilibres et leur incapacité à se résorber ne laissent comme solution logique que la poursuite de l'inflation de la quantité de monnaie et de crédit dans le monde. Jusqu'à ce que tout, absolument tout décroche. Qu'est ce que cela veut dire que tout doit décrocher? Cela veut dire que tous les ancrages, toutes les valeurs absolues, doivent céder. Tout doit être relativisé afin de fluidifier, d'assouplir, de casser les rigidités, tout ce qui est « sticky » comme les prix doit devenir élastique si vous preferez. Il faut aller jusqu'au point ou la relativisation, la relativité gagnent, ce qu'elles ont echoué à faire jusqu'à présent. Il faut que la tendance à la relativisation gagne l'économie réelle.
Ainsi se retrouve le sens réel de ce que les banquiers ont appelé « le coûte que coûte »; le coûte que coûte n'est rien d 'autre que l'affirmation qu'il n'y a pas de plafond aux dettes des couples maudits que constituent les gouvernements et leurs banques centrales.
Il n'y pas de limite à l'extension de leur pouvoir sur vous, car dans le monde post-moderne, c'est vous aussi qu'il faut relativiser. Vous n'êtes plus un absolu.

Le guide de survie des soixante-huitards

Rédigé le 9 janvier 2018 par Bill Bonner

Que faire si vous êtes en train de vous retrouver à court de temps et d'argent ? Commencez par comprendre pourquoi vous voulez plus d'argent…

Que faire si vous êtes en train de vous retrouver à court de temps et d'argent ?

Telle est la question que nous envoient de nombreux lecteurs ayant dépassé la cinquantaine… la soixantaine… voire la « soixante-dizaine ».

Les baby-boomers, en bons soixante-huitards, avaient pour devise de ne pas se soucier du lendemain. Sauf qu'on est désormais « le lendemain ». Et nombre d'entre nous – souvent sans en être responsables – ont du mal à joindre les deux bouts.

A la *Chronique*, nous écrivons sur le monde de l'argent. Sur la politique économique et la façon dont elle nous affecte.

Mais… si, dans votre propre monde de l'argent, vous vous retrouvez à sec ? Que faire pour en avoir plus ?

Vérifier sous les coussins du canapé ? Cambrioler une banque ?

La cigale se trouva fort dépourvue

Lorsque la bise fut venue

Ce qui compte vraiment

Vous avez 70 ans. Vous n'avez pas d'argent. Que faites-vous ?

Vous vendez votre corps à la science ? Vous inventez une nouvelle appli pour smartphone ?

Les systèmes de trading sophistiqués et les programmes d'investissement coûteux ne sont pas une bonne idée si vous faites partie de cette catégorie.

Ils sont réservés aux gens qui ont déjà de l'argent. Si vous avez déjà un capital, que vous voulez l'augmenter et que vous aimez le frisson et les défis d'une aventure financière, ils peuvent être extrêmement lucratifs.

Et si vous n'avez pas encore d'argent ?

Nous n'en savons pas plus long que les autres sur le sujet. Nous n'avons pas de secret. Mais après y avoir réfléchi, nous avons quelques idées.

Ce ne sont pas des conseils. C'est simplement ce que nous ferions si nous étions dans une telle situation.

D'abord, nous reviendrions à la philosophie – Démocrite, Epicure, Zénon, Sénèque, Marc Aurèle et Lucrèce (sans parler de Jésus de Nazareth).

Ils affirment – quoique de manières différentes – que ce qui compte dans la vie n'a pas grand-chose à voir avec la richesse ou le statut. Ce qui compte (du moins selon les descriptions de Platon), c'est le courage, la sagesse, la justice et la modération.

Nous ajouterions la beauté et la dignité. Et un bon vin. Mais nulle part sur la liste ne se trouvent une Rolex ou une maison à Malibu.

Le bon côté de la liste de Platon… et de toutes les doctrines épicurienne/stoïque/ascétique… c'est qu'elles ne coûtent pas grand-chose !

Comme l'ont dit de nombreux philosophes et maîtres religieux, la richesse peut entraver les choses vraiment importantes. Elle peut vous distraire et réduire votre véritable bonheur.

Vous vous trouverez peut-être mieux sans…

Une meilleure philosophie

Nous n'éludons pas la question. Nous la remettons simplement dans son contexte.

Si vous voulez plus d'argent, vous devez d'abord comprendre pourquoi vous le voulez… et comment la richesse pourrait affecter votre vie.

Notre but n'est pas de « composer » avec la misère financière. Ni de se soumettre à la pauvreté – même si cela nous rend heureux. Nous voulons plutôt maîtriser la pauvreté… pour vivre mieux.

GoPro : arrêt sur image

Rédigé le 9 janvier 2018 par Simone Wapler

La chute de GoPro nous rappelle que le marché fait bien son travail de sélection, lorsqu'on le laisse faire.

Les caméras d'action de GoPro ne figuraient pas en bonne place sous les sapins de Noël cette année et la sanction a été brutale.

Le chiffre d'affaires stagne (si tout va bien), les bénéfices s'écroulent, la société pratiquant d'importantes remises pour vendre. GoPro se retire des drones.

Hier en séance, le cours s'effondrait de 30% avant de se ressaisir pour finalement clôturer à -13% sur rumeur d'une possible mise en vente.

Les marchés financiers ne sont pas totalement anesthésiés par les manipulations des banques centrales et certaines valeurs cotées réagissent encore à la logique classique.

Selon cette logique, le cours d'une entreprise reflète une spéculation sur ses bénéfices futurs.

Nul doute qu'en France, l'Etat-nounou inonderait GoPro d'argent des contribuables et envisagerait déjà un plan de sauvetage afin de préserver un « fleuron économique ».

L'IREF a examiné la composition de l'indice national CAC 40. Notre indice boursier national présente la particularité, par rapport aux autres, d'avoir de vieilles entreprises.

« L'indice est aussi le reflet de l'interventionnisme politique. Les politiques aiment l'industrie, aiment les grands groupes et, en France, ont le pouvoir de modifier le destin des entreprises, qu'elles soient publiques ou privées. Ils ne s'en sont pas privés. »

Le CAC 40, symbole du vieillissement des entreprises françaises, IREF

Cette étude nous rappelle que la plus jeune société cotée est née en 1973, témoignant de la difficulté de nos entreprises à atteindre une taille critique.

L'IREF poursuit impitoyablement :

« Le goût des politiques de cartellisation a incité à des regroupements toujours plus

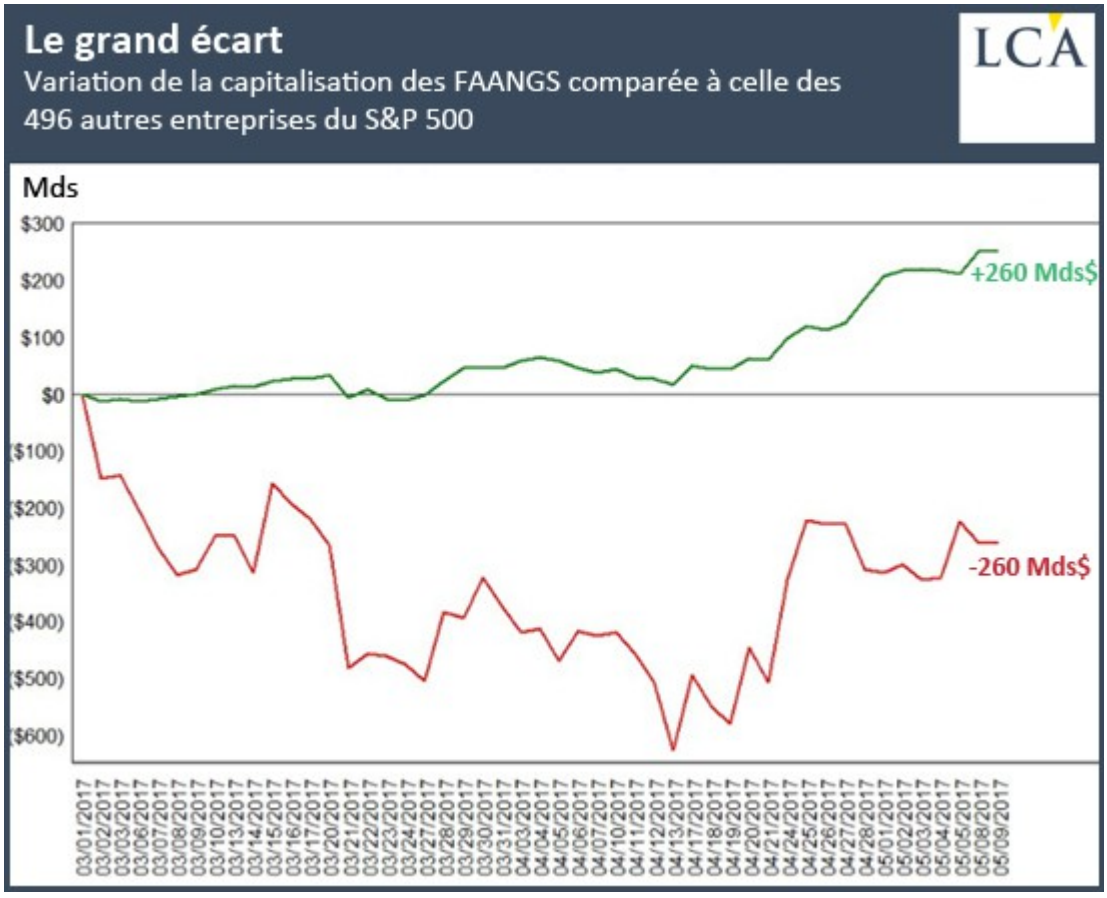
importants des entreprises du secteur, souvent piloté par les services de l'Etat. Résultat, la France est réputée pour avoir un réseau de moyennes entreprises assez peu étoffé à l'inverse de l'Allemagne. Cette attention particulière de l'Etat n'a cependant pas empêché de précipiter nombre de 'fleurons' publics loin des sommets du CAC, tels Thomson, Alstom ou EDF. »

Cet argent public (celui des contribuables) a été détourné d'autres projets qui auraient peut-être connu un vrai succès.

Certes, les marchés américains sont loin d'être parfaits et la « main invisible » y est souvent écrasée par le rouleau compresseur de l'argent factice.

Mon collègue britannique Tim Price notait ainsi qu'en 2017, les cours de Facebook, Amazon et Netflix avaient progressé de 50% sans que cela soit justifié par l'évolution de leurs bénéfices.

En réalité, ce sont les FAANGS (Facebook, Apple, Amazon, Netflix et Google) qui sont à l'origine de la performance de l'indice Standard & Poors 500 en 2017. Les capitalisations de ces entreprises sont telles que leur progression a masqué la chute de celle des 496 entreprises restantes !



En général, les grands écarts excessifs se terminent douloureusement…

Il ne serait pas très avisé aujourd'hui d'avoir beaucoup d'argent investi dans ces cinq

valeurs.

L'évolution de la capitalisation des 496 autres entreprises de l'indice nous indique que les investisseurs pensent que leurs bénéfices vont chuter.

Voici une histoire un peu différente de celles qui occupent la Une de nos journaux financiers depuis le début de l'année.

Quant à nous investisseurs français, le financement participatif nous donne désormais l'occasion – à l'abri des manipulations étatiques ou des excès de marché – de débusquer de jeunes entreprises capables de fabriquer de la vraie croissance rentable et de récompenser leurs actionnaires.

Le FMI résolument optimiste sur la croissance mondiale

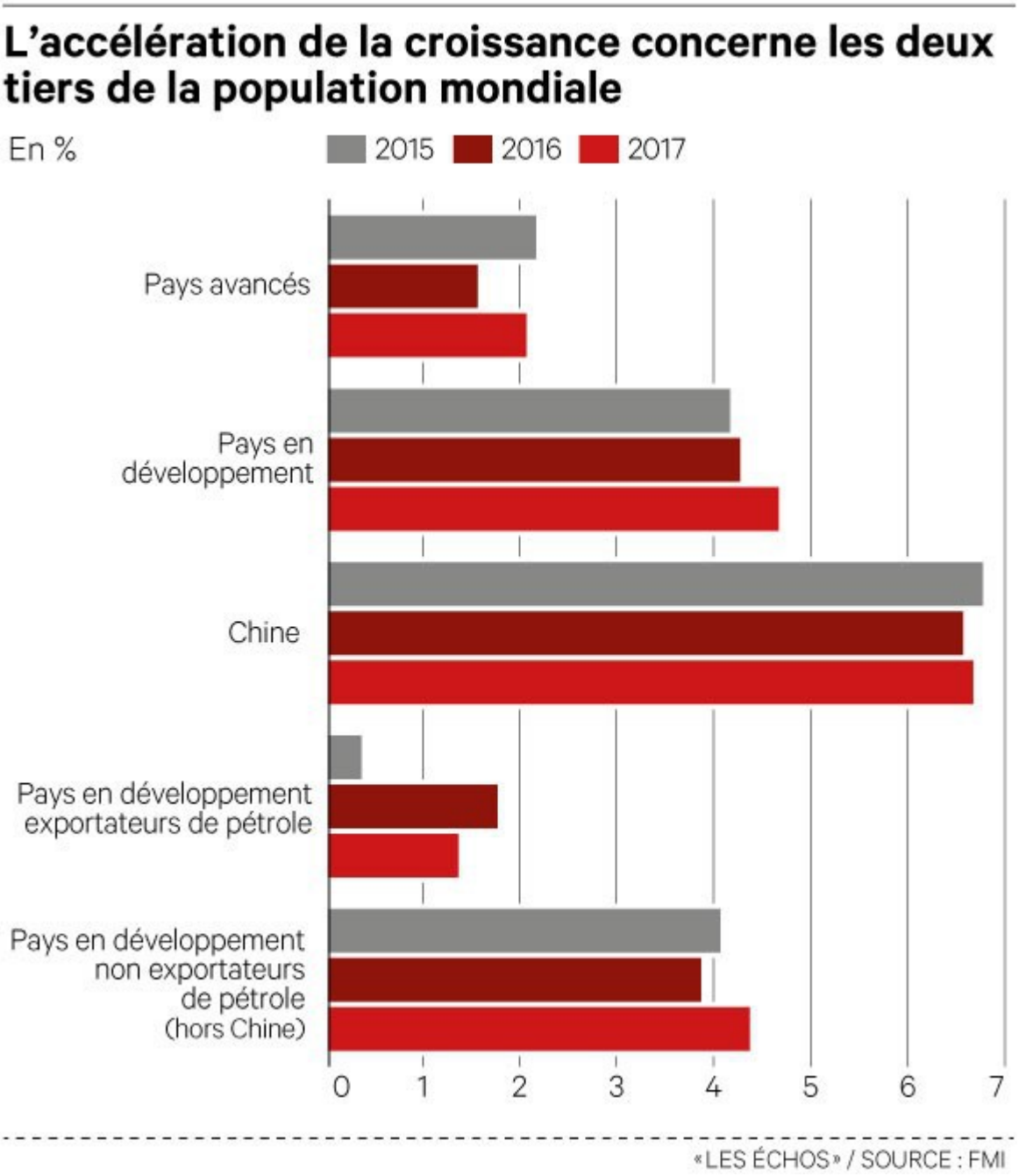
Richard Hiault Le 08/01 2018 Les Echos.fr

La reprise économique mondiale n'a jamais été aussi large depuis ces dix dernières années, selon le FMI. En France, l'institution soutient les réformes du marché de l'emploi et appelle à une baisse de la dépense publique.

« Nous sommes optimistes pour la croissance mondiale. De manière globale ». De sa voix douce et fluette, Maurice Obstfeld, le chef économiste du Fonds monétaire international, de passage à Paris lundi, se veut rassurant sur l'avenir immédiat de la conjoncture internationale. C'est au Forum de Davos, le 22 janvier prochain, que l'institution multilatérale dévoilera une actualisation de ses prévisions de croissance pour les deux années à venir.

La plus ample reprise depuis dix ans

Dans une note publiée le mois dernier, Maurice Obstfeld avait souligné qu'au terme d'une *« année mouvementée, marquée par des catastrophes naturelles, des tensions géopolitiques et de profondes divisions politiques dans bien des pays, sur le front économique »*, 2017 s'est terminé *« sur une note positive » : « La poursuite de l'accélération du PIB observée dans une très grande partie du monde constitue la reprise conjoncturelle la plus ample de la décennie. »* Elle concerne près des trois quarts des pays du monde. Certains des pays qui affichaient des taux de chômage élevés depuis assez longtemps, dont plusieurs dans la zone euro, participent à la poussée de la croissance et enregistrent une forte progression de l'emploi.



Le FMI au soutien de Macron

Interrogé sur le cas plus spécifique de la France, le chef économiste du Fonds soutient les réformes entreprises par Emmanuel Macron. *« Notre espoir est que les obstacles politiques* [auxquels il fait face] *ne deviennent pas trop rigoureux, de sorte qu'il puisse appliquer complètement son programme afin de rendre l'économie française plus efficace »*, dit-il.

La France souffre d'un chômage structurel de plus de 8 %.

Et de poursuivre : *« La France souffre d'un poids trop important de dépenses publiques,*

d'un problème de compétitivité extérieur et d'un taux de chômage élevé. Pour plus de 8 %, il est d'ordre structurel », commente-t-il. A ses yeux, un effort particulier d'éducation doit être entrepris afin de lutter contre la marginalisation des jeunes peu qualifiés exclus du marché de l'emploi.

Diminuer la dépense publique

Outre cette réforme du marché de l'emploi, le gouvernement Macron ferait bien de s'atteler à une réforme budgétaire afin de réduire la dépense publique et alléger le poids de la fiscalité.

C'est le bon moment.

« C'est le bon moment », indique Maurice Obstfeld. *« Il est permis de rêver du remède miracle, mais il ne s'agit pas pour les dirigeants ni pour les marchés financiers de verser dans la complaisance. La période faste actuelle est très certainement temporaire. Pour garantir une reprise plus durable, il faut profiter de la conjoncture pour lancer des réformes »*, avait-il alerté en décembre.

Inquiétude sur le commerce

Interrogé sur le risque protectionniste de l'administration Trump et son impact sur le commerce mondial, Maurice Obstfeld craint plus les mesures de rétorsions que pourraient déclencher les décisions unilatérales d'un pays pour taxer les importations. *« Les exemples dans l'histoire ne manquent pas pour avoir une idée de ce que ces mesures de rétorsion auraient de dommageables. »*

Idée reçue : « la dette, c'est pas un problème ! »

Par Eddie Willers Contrepoints.org 9 janvier 2018

Selon certains commentateurs, la dette publique n'est pas problématique, car la France possède assez d'actifs pour la rembourser à tout moment. Mais est-ce si simple ?

Pour l'économiste Thomas Porcher, la dette française ne serait pas un problème car la France disposerait en face de 1,5 fois la valeur de cette dette en actifs. Il suffirait alors de vendre ces actifs pour payer la dette de la France.

Donc si la dette n'est plus un problème, nous pouvons continuer à nous endetter et à financer les programmes les plus dispendieux de notre État social-démocrate. Magnifique théorie Thomas, mais regardons d'un peu plus près ce qu'il se passe lorsque la dette d'une entreprise est égale à la valeur de ses actifs.

Les ressources de la société

Les actifs d'une société constituent ses ressources, celles qui lui permettent de générer des profits et donc de survivre. Ces actifs peuvent prendre des formes très diverses : des usines, des brevets, des bureaux, des ordinateurs mais aussi des créances clients, du cash et même des savoir-faire. Bref, ce sont tous les éléments essentiels au bon fonctionnement de l'entreprise.

Une société qui ne prend pas soin de ses actifs se retrouve rapidement face à une situation compliquée car elle ne produit pas aussi efficacement qu'elle le pourrait et se protège mal face à la concurrence d'autres acteurs.

Vendre ses actifs peut avoir du sens, notamment si ces actifs ne permettent pas de produire plus efficacement les biens ou services vendus. Il n'est par exemple pas nécessaire d'avoir un entrepôt gigantesque lorsque l'on est une société de conseil.

Imaginons maintenant que l'État français vende le château de Versailles, il récupèrerait alors directement de quoi payer une partie de sa dette mais perdrait dans le même temps le bénéfice associé à l'exploitation du château. Si le château est un contributeur positif du budget de l'État il faudra alors se réendetter pour payer les autres postes de dépense auparavant couverts par les recettes du château de Versailles. Premier écueil.

Le problème de la liquidité

Deuxième écueil : celui de la liquidité. Malheureusement lorsque vous en venez à vendre un actif et que vous n'avez pas préparé cette vente, vous êtes pris par le temps. Il vous faut donc trouver un acheteur face auquel vous serez en position de faiblesse. Et pour de nombreux actifs, le nombre d'acquéreurs potentiels est limité. Donc vous devez vous résoudre à vendre au rabais.

Ce fut le cas par exemple pendant la crise de 2008, vous êtes un fonds de pension et souhaitez vendre des actions de la société X, vous en détenez un gros stock et tout le monde a peur, donc personne n'achète. Vous souhaitez absolument vendre, donc vous faites des remises encore plus grosses pour être certain que quelqu'un en veuille bien.

Bilan : vous croyez que votre actif valait 100 dans vos comptes mais au moment de vendre il ne vaut plus que 70. Il ne faut jamais oublier que la valeur d'un actif ne peut être déterminée que lorsqu'il y a une transaction, vous pouvez tenter de l'approximer via diverses méthodes mais vous n'en serez jamais sûr tant que quelqu'un ne l'aura pas acheté. Et jusqu'à nouvel ordre, personne n'a acheté la Tour Eiffel ou le Palais Bourbon dans un passé récent.

Les capitaux propres

Enfin, pour faire face aux coups durs, une société doit disposer de capitaux propres, une couche tampon qui permet d'absorber les pertes. Si votre bilan n'est composé que de

dettes et d'actifs vous n'avez aucune sécurité, vous marchez sur un fil et risquez la chute au moindre coup de vent.

Ah oui et j'ai oublié de vous préciser, l'actif de l'État au 31 décembre 2016, selon la Cour des comptes atteignait 978md€ pour des dettes de 2181md€ et des engagements hors-bilan (majorité de pensions de fonctionnaires, donc concrètement des dettes) de plus de 4000md€ : un rapport de 15%. Mais c'est pas grave, après tout la dette n'est pas un problème.

« La dernière idée folle de notre gouvernement ? Redéfinir la notion d'entreprise et c'est insensé ! »

L'édito de Charles SANNAT 9 Jan 2018

Mes chères impertinentes, mes chers impertinents,

À vos claviers et à vos stylos citoyens !!! Et nous ne sommes que le 9 janvier. L'année démarre fort. Explications.

Je cite souvent le principe de base qui prévaut, enfin qui est censé prévaloir, à tout acte médical : « Primum non nocere » en latin, et qui se traduit par "d'abord ne pas nuire".

Et en parlant de nuisance, en voilà une bien belle qui se profile à l'horizon, et dont l'instigateur, Nicolas Hulot, serait bien inspiré de faire preuve de plus de modestie intellectuelle tant le sujet touché est sensible. Et pas qu'un peu !!!

Comment définir une entreprise ?

Voilà une grande et vaste question métaphysique à laquelle le code civil français apporte une réponse pour le moins lapidaire, simple et succincte…

Ces réponses sont apportées par les articles 1832 et 1833.

Nous allons donc faire un peu de droit, mais rassurez-vous, d'abord cela va être très court et en plus, vous allez tout comprendre (pour une fois en droit…).

Article 1832 : « La société est instituée par deux ou plusieurs personnes qui conviennent

par un contrat d'affecter à une entreprise commune des biens ou leur industrie en vue de partager le bénéfice ou de profiter de l'économie qui pourra en résulter.

Elle peut être instituée, dans les cas prévus par la loi, par l'acte de volonté d'une seule personne.

Les associés s'engagent à contribuer aux pertes… »

Voilà une définition simple, apolitique et sans idéologie de l'entreprise. L'entreprise appartient à des personnes qui décident de s'associer pour créer des choses ensemble et ils en partageront aussi bien les fruits… que les problèmes !

Article 1833 : « Toute société doit avoir un objet licite et être constituée dans l'intérêt commun des associés »…
Eh oui, je vous avais dit que cela serait court !!!

Donc une société doit avoir une activité légale… Donc il est interdit par exemple de revendre des enfants sur le marché, même vivants et en un seul tenant…

Vous aurez donc compris que jusqu'à présent, notre législateur, dans sa grande intelligence, avait décidé d'avoir une définition minimaliste de l'entreprise et de ce qu'est une société pour éviter justement tout problème et en laissant à la loi les ajustements nécessaires.

La vie était simple… (Enfin presque !)

Macron, le nouveau marxiste… encore plus marxiste que Marx !!!

Or on apprend en cette rentrée 2018, et c'est sidérant, que « le gouvernement a confié une mission, baptisée «entreprise et bien commun» à Jean-Dominique Senard, actuel patron de Michelin, et à Nicole Notat, ex-secrétaire générale de la CFDT ».

Mais c'est Nicolas Hulot qui avait ouvert le feu le 11 décembre dernier lors d'une visite au Medef : "L'objet social de l'entreprise ne peut plus être le simple profit, sans considération pour les femmes et les hommes qui y travaillent, sans regard sur les dégâts environnementaux."

Antoine Frérot, le PDG de Veolia, a quant à lui déclaré que « je souhaiterais qu'il soit rappelé quelque part dans la loi tout ce qu'une entreprise apporte, et qu'elle ne sert pas seulement les intérêts des actionnaires et des patrons. Elle est d'intérêt général ».

Non, non et non, une entreprise est, d'essence, privée !

Allez expliquer aux investisseurs américains, ou anglais, ou encore chinois sans oublier nos qataris, dans un monde ouvert, que leurs entreprises en France sont d'intérêt général…

C'est à mi-chemin entre la connerie intellectuelle la plus grossière et l'idéologie la plus débile du politiquement correct suintant et dégoulinant de ces dernières années.

Soyons sérieux… Ici, le gouvernement est en train de changer les entreprises en…

association d'utilité générale et donc publique !

Une entreprise est bien une société visant à permettre à des intérêts privés de s'épanouir et de créer de la valeur.

Après il est évident que la loi vient, par certaines interdictions, réduire le champ de liberté des entrepreneurs et la loi d'ailleurs ne s'en prive pas.
Il suffit de regarder le nombre de normes, de règlements tellement complexes qu'ils étouffent la croissance et l'envie d'entreprendre et donc au bout du compte, la croissance économique.

Et non, je ne me livre pas à un plaidoyer libéral ! Mais à des réflexions de bon sens !

La définition d'une entreprise n'a rien à voir avec les solidarités que nous souhaitons tisser au sein d'une nation. C'est deux choses totalement différentes et le gouvernement se prépare à commettre une erreur terrible en succombant à l'idéologie car il n'y a que dans des pays marxistes que l'on souhaite changer l'objet et la définition d'une entreprise en expliquant qu'elle est d'intérêt général, ce qui revient de fait à nationaliser l'ensemble de l'économie.

C'est donc pure folie que de voir, encore une fois, dans un monde ouvert et que notre gouvernement veut d'ailleurs de plus en plus ouvert, ce même gouvernement aller vers une solution juridique totalement hallucinante.

Si France Stratégie avait pensé à nationaliser les biens immobiliers de tous les Français, le gouvernement, lui, s'apprête à nationaliser toutes les entreprises de France en expliquant à tous les petits entrepreneurs de ce pays, à tous nos commerçants, à tous nos artisans, à toutes nos PME et PMI, qu'ils sont d'intérêt général…

Ce qui est à la fois une évidence, sauf que la vocation d'une entreprise, c'est la propriété privée des moyens de production et donc le droit implicite aux bénéfices privés.

Vous n'aimez peut-être pas cette idée-là, mais tous ceux qui ont essayé autre chose ont lamentablement échoué dans un océan de misère.

L'effort est personnel.
Le travail est personnel.
La souffrance est personnelle.
C'est ainsi.

Quant aux aspects environnementaux, cessons l'hypocrisie. Je ne croirai aux politiques environnementales qu'à partir du moment où nous cesserons d'évoluer dans un système de consommation de masse basé sur une production de masse nécessitant un gâchis de masse et donc une pollution massive. La protection de l'environnement n'est pour le moment qu'un prétexte pour taxer les gens et cela devient plus une religion détestable qu'une réalité. Au-delà de ces considérations évidentes, protéger l'environnement passe par des lois par exemple contre l'obsolescence programmée afin de faire durer les

produits plus longtemps, il n'y a pas besoin de changer la définition de l'entreprise pour faire avancer l'écologie. Là encore, c'est une évidence qu'il faut énoncer.

Je vous invite donc à envoyer vos meilleurs vœux au Président et au Premier ministre, avec la plus grande courtoisie de rigueur et d'usage dans de tels échanges, et à leur faire part également de tout le bien que vous pensez de cette dernière folie de nos élites dont la bêtise est décidément insondable.

Il faut à nouveau rappeler le bon sens.

Une entreprise fait du profit. Une association est à but non lucratif…

Certains gagnent de l'argent et les impôts permettent le transfert de richesses vers les plus démunis.

Nul n'a besoin de changer cela, ce serait un signal exécrable à envoyer à tout le reste du monde économique. ***Même Maduro au Vénézuela ne change pas la définition des entreprises.***

Philippe et Macron seraient-ils donc d'horribles et d'affreux marxistes faisant passer nos antifas pour des capitalistes de la pire espèce ?!!!

Pour le Premier ministre, c'est ici : premier-ministre@cab.pm.gouv.fr
Pour le Président, c'est là : courrier.president@elysee.fr

Si vous ne savez pas quoi écrire, faites simplement la copie de cet article !

Il est déjà trop tard, mais tout n'est pas perdu. Préparez-vous !

Climat, croissance et égalité des genres au menu de la présidence canadienne du G7

Richard Hiault Le 04/01 2018 Les Echos.fr

Sur l'égalité des genres, Justin Trudeau pourra se prévaloir d'une attitude exemplaire avec un gouvernement paritaire. - Sean Kilpatrick/AP/SIPA

Le Canada, qui préside le G7 cette année, prévoit la tenue d'un sommet les 8 et 9

juin. Une fois de plus, la question du climat pourrait être difficile à résoudre en raison du cavalier seul américain.
Croissance équitable, égalité des sexes et changement climatique sont au nombre des cinq priorités de la présidence canadienne du G7 cette année. Le Premier ministre canadien, Justin Trudeau, a promis un *« programme progressiste »* pour le sommet des 8 et 9 juin à La Malbaie, petite ville de la région touristique du Charlevoix (province du Québec). Coincée entre la mer et la chaîne montagneuse des Laurentides à l'embouchure du grand fleuve Saint-Laurent, à 150 kilomètres de Québec, cette ville accueillera les chefs d'Etat et de gouvernement du G7 dans Le Manoir Richelieu.

> "We're going to mainstream gender equality throughout what we do" - @G7Sherpa lays out Canada's progressive #G7Charlevoix agenda: https://t.co/8PC0RBZvYk via @CatTsalikis @OpenCanada
>
> — CIGI (@CIGIonline) December 18, 2017

Comme à Taormine en Sicile, l'an passé, les discussions risquent une fois de plus d'achopper sur la question du climat. En Italie, le président américain Donald Trump avait fait cavalier seul avant d'annoncer, quelques jours plus tard, le retrait des Etats-Unis de l'accord de Paris. La question du réchauffement climatique s'annonce à nouveau comme la pomme de discorde majeure du sommet, avance John Kirton, directeur du groupe de recherche sur le G7 à l'université de Toronto.

Un débat élargi aux océans et aux énergies propres

Cherchant d'avance à dissiper les tensions, Justin Trudeau, apprécié de Donald Trump, entend élargir la discussion aux océans et aux énergies propres. *« Le mot océan est très à propos »*, relève John Kirton au moment où le niveau des mers est en hausse et que des ouragans ont provoqué des inondations majeures cet été au Texas et en Floride, et des dégâts colossaux dans plusieurs îles des Caraïbes. Avec toutes les grandes villes américaines *« vulnérables »* face à la montée des eaux, l'attitude aux Etats-Unis vis-à-vis des changements climatiques *« est en train de se modifier au niveau des Etats et cela va rapidement remonter vers le Congrès, à l'approche des élections de mi-mandat »* en novembre prochain, juge cet expert pour qui *« rien n'est encore joué »*.

Efforts requis pour le Canada

Parler du réchauffement climatique sera en outre un exercice difficile pour le Canada, loin d'être exemplaire en la matière, comme l'a révélé le mois dernier l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques (Ocde). *« En réaffirmant son engagement contre le changement climatique, le Canada a choisi une trajectoire plus verte, mais il faut que le pays mette rapidement en oeuvre les mesures programmées pour réduire l'intensité en carbone de son secteur énergétique, notamment dans les sables bitumineux, et rendre son secteur des transports plus respectueux de*

l'environnement s'il entend progresser vers ses objectifs d'émissions pour 2030 », avait indiqué l'organisation dans sa troisième édition des « Examens environnementaux » consacrée au pays .

Conjoncture porteuse

Côté conjoncture, le Premier ministre canadien bénéficiera d'en environnement plutôt porteur avec une croissance qui se raffermit au sein des pays riches. Reste que l'énergie du gouvernement sera absorbée par la difficile renégociation de l'accord de libre-échange nord-américain (Alena) avec les Etats-Unis et le Mexique, exigée par le président Trump dans un contexte de protectionnisme américain.

> « Nous avons la responsabilité commune de nous assurer que tous les citoyens tirent avantage de notre économie mondiale » - @PMcanadien #G7Charlevoix https://t.co/JfbxIfgMcc pic.twitter.com/bzgzpwfRsb
>
> — Canada G7 (@G7fr) December 20, 2017

Là encore, Washington risque d'être isolé alors que l'Union européenne et le Canada ont mis en oeuvre leur accord de libre-échange (Ceta) et que l'application de l'accord entre l'Union européenne et le Japon, conclu en fin d'année, est espérée l'an prochain.

Discussion sur la Corée du Nord

D'autres dossiers devraient s'imposer à la présidence canadienne, à l'instar de la question nucléaire nord-coréenne. Sans attendre le sommet du G7 Ottawa et Washington travaillent main dans la main à un règlement de la crise, avec dès le 16 janvier à Vancouver, la réunion d'une vingtaine de ministres des Affaires étrangères.

LES BANQUES EUROPÉENNES, DEUXIÈME SAISON

par François Leclerc 8 janvier 2018

De timides pronostics se hasardent à annoncer que l'Union bancaire, qui continue de marcher sur deux pattes, pourrait être enfin dotée de son troisième pilier au cours du premier semestre. On en doute un peu en raison du grand flou régnant, car cela supposerait la levée du véto allemand qui fait obstacle à la constitution du fonds européen de garantie des dépôts bancaires qui le constitue. Et il n'en existe aucun signe annonciateur.

À l'habitude, les autorités allemandes ont une position tranchée. Elles exigent que soit au préalable réglé le sort des mille milliards d'euros de prêts non performants (NPL) figurants dans les bilans bancaires européens, et que la valorisation des actifs souverains de leur propre pays ne soit plus sujet tabou afin de dénouer le célèbre nœud gordien.

Soutenue par le Mécanisme européen de stabilité financière (MES), la BCE avait préconisé il y a un an le lancement d'une bad bank européenne financée sur fonds publics ; mais le projet n'a pas avancé, car il implique un mécanisme très compliqué à mettre en œuvre pour éviter une mutualisation dont les autorités allemandes ne veulent à aucun prix. L'objectif poursuivi était de gagner du temps, en espérant que ces NPL qui y seraient parqués retrouveraient un jour un prix de marché permettant aux banques de les récupérer à moindre frais, évitant ainsi que les contribuables passent à la caisse. C'était tout du moins le schéma proposé.

Tous les mécanismes étudiés renvoient à un même problème qui n'est pas près d'être résolu : les banques européennes sont sous-capitalisées par rapport à leurs consœurs américaines, et elles n'ont pas l'intention de renforcer leurs fonds propres pour ne pas diminuer davantage un rendement déjà fort atteint. Afin de l'éviter, elles préfèrent si besoin manipuler le calcul de la valeur de leurs actifs pondérés du risque, afin de formellement respecter le ratio de 9% minimum exprimant le rapport entre celle-ci et la composante dure de leurs fonds propres.

Faute de rendre obligatoire la prise en compte de la valeur des actifs non pondérés des risques, avec laquelle on ne triche pas, et le respect d'un taux de 5% – car il manquerait alors aux banques environ 400 milliards d'euros de fonds propres – la piste de la réforme du mécanisme du calcul des risques pondérés a été empruntée. Après de longues tractations, il a été décidé que les banques pourront continuer à utiliser leurs modèles maison pour évaluer leur risque global, mais que le niveau de celui-ci ne pourra pas être inférieur à un seuil plancher de 72,5% calculé suivant le modèle standard du Comité de Bâle.

Les banques ont respiré, car une période de dix ans est prévue pour que ce mécanisme entre progressivement en application, des délais de grâce supplémentaires étant de surcroit prévisibles, le temps que les législateurs nationaux inscrivent dans la loi ou la réglementation ce qui n'est à ce stade qu'une recommandation.

Sur un sujet particulièrement scabreux, le calcul du risque des obligations souveraines, le Comité de Bâle a également remis sa copie. Mais, n'étant pas parvenu à réunir un consensus en son sein, il s'est contenté de publier un simple document reflétant la discussion, et non pas d'entamer une consultation sur un projet de règlement. Une phrase de son *executive summary* résume tout l'enjeu de la réflexion engagée : « les idées exposées tendent à mettre en balance le risque prudentiel avec d'autres considérations holistiques, dont le mandat d'amélioration de la stabilité financière du Comité ».

La résistance des banques est pied à pied. Tous les artifices comptables leurs sont bons pour éviter le renforcement de leurs fonds propres. Depuis l'adoption de la réglementation Bâle III, en 2010, le Comité semble un peu excédé et annonce comme il n'est pas coutume avoir été saisi « de nombreuses demandes pour revoir ou approuver des transactions cherchant à altérer la forme ou la substance de points soumis à

ajustements réglementaires ». Il cite l'exemple d'opérations structurées « visant à reclasser les actifs d'impôt différés de façon à éviter qu'ils soient déduits du calcul du capital réglementaire », ainsi que l'émission de titres seniors ou subordonnés avec ou sans clause d'effacement, l'usage de dérivés totalement collatéralisés et de polices d'assurance. « Toutes ces transactions peuvent être complexes, artificielles et opaques. Elles peuvent inclure un risque juridique», remarque le Comité.

De son côté, la BCE s'est au moins provisoirement cassé les dents sur un projet destiné à rendre plus onéreux la détention par les banques des NPL, afin qu'elles s'en défassent. Dans un premier temps, les nouveaux NPL seraient seuls concernés par l'obligation pour la banque de disposer d'un supplément de cash à titre de garantie pour la partie non collatéralisée de ceux-ci. La disposition pourrait être étendue ensuite aux NPL déjà détenus. Un tir de barrage s'en est suivi, sur le thème que la BCE n'avait pas autorité pour prendre des mesures valables pour tout le secteur bancaire, et que son mandat ne lui permettait de s'adresser aux banques qu'individuellement. La BCE étudie désormais la suite qu'elle entend donner à cette affaire.

Enfin, procéder à des opérations de fusion-acquisition pourrait soulager le problème, mais elles n'en sont qu'à leurs débuts. « En plus des efforts menés par les banques pour améliorer leur efficacité opérationnelle via des réductions de coûts, la consolidation pourrait apporter des bénéfices en termes de rentabilité au niveau du secteur », explique le vice-président de la BCE, Vitor Constâncio.

Ces opérations ont commencé en Espagne, au Portugal et en Italie. Et, à longueur de discours, les autorités financières européennes font entendre la même petite musique : les quelques 6.000 banques européennes existantes sont bien trop nombreuses. Face à la concurrence nord-américaine ou chinoise qui s'annonce, l'heure de la concentration a sonné par le biais de fusions-acquisitions transfrontalières. Dans son dernier rapport annuel, la BCE a constaté le déclin en cours du nombre des établissements. Mais une grande partie des transactions enregistrées en 2016 et 2017 sont intervenues sur les marchés domestiques, et sont de taille « relativement petites », souligne-t-elle. Le processus est freiné par l'absence de garantie européenne des dépôts, on y revient. Il n'en reste pas moins que le secteur a engagé une profonde mutation qui n'en est qu'à ses prémices, elle a pour nom concentration.

Lors de sa présentation du programme « Transform to grow » de la Société Générale, son Pdg Frédéric Oudéa a prédit qu'à échéance de dix ans, seuls quatre ou cinq établissements seront présents dans toutes les activités bancaires en Europe. La course au gigantisme est dans les tuyaux, il n'est pas du tout certain que cela soit un bien, dans un système financier où les banques sont protégées car devenues « too big to fail ». Pour commencer, le Pdg prévoit de dégager sur quatre ans plus d'un milliard d'euros pour financer la restructuration en profondeur de la banque grâce à la digitalisation de nombreuses activités, la suppression d'agences et de postes de travail, mais il ne dévoile pas plus avant ses batteries.

Un temps gelée à cause des difficultés post crise des grands établissements, la consolidation va rebondir face aux intrusions. Celle du conglomérat chinois HNA au sein du capital de Deutsche Bank a été mal perçue en Allemagne, d'autant qu'on trouve derrière lui des investisseurs qataris et américains. La conclusion de la grosse affaire qui s'annonce, celle de Commerzbank au sein de laquelle l'État allemand possède 15% des parts, reste indécise mais elle se joue au moins entre Européens ! UniCredit était pressentie, puis BNP Paribas semblait tenir la corde. Mais une déclaration à Handelsblatt du directeur général du fonds américain Cerberus offre un nouvel éclairage. Actionnaire à la fois de Commerzbank et de la Deutsche Bank, les deux plus grandes malades du système bancaire allemand, il ne se déclare pas favorable à une fusion des deux établissements, qui serait donc à l'étude…

À suivre.